

Promotio Iustitiae

LA DEMOCRATIE DANS LE MONDE

Vers la mission sociale de l'Église

Denis Kim, SJ

Démocratie en Asie du sud – défis : promesse démocratique, un rêve lointain

Manu Alphonse, SJ

Démocratie en Afrique: une expérience en développement

Toussaint Kafarhire Murhula, SJ

Démocratie aux États-Unis et au Canada

David Eley, SJ & Marco Veilleux

La démocratie en europe

Frank Turner, SJ

La route chancelante menant à la démocratie en Amérique latine

Alejandro Angulo Novoa, SJ



**Secrétariat pour la
Justice Sociale et l'Écologie**

Éditeur : Patxi Álvarez SJ

Coordinatrice de Rédaction : Concetta Negri

Promotio Iustitiae, publié par le Secrétariat pour la Justice Sociale et l'Écologie de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome, paraît en français, anglais, espagnol et italien, est disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.sjweb.info/sjs/PJ.

Si une idée vous a frappé dans ce numéro, n'hésitez pas à nous adresser brièvement votre réaction. Pour envoyer une lettre à *Promotio Iustitiae* à publier dans un prochain numéro, veuillez utiliser le numéro de fax ou l'adresse électronique indiquée au dos de la publication.

La reproduction d'articles est encouragée; merci de citer *Promotio Iustitiae* comme source, ainsi que notre adresse et de nous envoyer une copie de la reproduction.

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial	4
PATXI ÁLVAREZ, SJ	
Vers la mission sociale de l'Église	5
DENIS KIM, SJ	
Démocratie en Asie du Sud – défis : promesse démocratique, un rêve lointain	12
MANU ALPHONSE, SJ	
Démocratie en Afrique: une expérience en développement	17
TOUSSAINT KAFARHIRE MURHULA, SJ	
Democratie aux États-Unis et au Canada	25
DAVID ELEY, SJ & MARCO VEILLEUX	
La démocratie en Europe	30
FRANK TURNER, SJ	
La route chancelante menant à la démocratie en Amérique Latine ..	40
ALEJANDRO ANGULO NOVOA, SJ	



Editorial

Patxi Álvarez, SJ

Le phénomène fondamental qui façonne les vies des gens d'aujourd'hui a atteint une dimension planétaire : modes de vie mondialisés, changements climatiques, immigration, formes dominantes de développement, systèmes financiers universels, etc. En même temps, les formes concrètes que ces phénomènes prennent dans chaque pays dépendent grandement de l'organisation politique de chaque État. Certains se trouvent dans un état de disputes constantes entre les forces internes et externes qui tentent d'imposer leurs intérêts.

Présentement, surtout depuis la chute du mur de Berlin en 1989, la plupart des pays dans lesquels la Compagnie est présente possèdent une forme ou l'autre de démocratie. En fait, les formes de démocraties de ces différents pays exercent une influence considérable sur la vie des populations que nous accompagnons. De manière plus spécifique, la manière dont ces démocraties évoluent affecte significativement la vie des pauvres.



C'est pourquoi, nous avons demandé à six Jésuites de décrire la santé des démocraties dans chacune des six Conférences jésuites : l'Amérique latine, l'Amérique du nord, l'Europe, l'Afrique, l'Asie du sud et l'Asie Pacifique. Leurs efforts ont été louables; en effet, il est peu aisé de faire un bref résumé de la situation d'un si grand nombre de pays, et ce même si ceux-ci se trouvent dans la même région. À travers cette édition, vous trouverez un survol de l'état de la démocratie dans le monde. Certains des auteurs ont bravement tenté d'inclure une section sur ce que pourrait faire la Compagnie pour améliorer la vie démocratique dans leurs régions respectives.

Il est important de souligner que les auteurs ont mis en lumière des forces économiques comme étant des éléments sérieusement perturbateurs de la vie politique. Si la démocratie cherche à promouvoir l'égalité de sa population à travers une participation politique, les groupes représentant les forces économiques luttent sans merci pour prendre le contrôle des leviers politiques qui servent leurs intérêts tout en générant des inégalités, des injustices et de la souffrance.

Cette édition 109 de *Promotio Iustitiae* cherche à servir de point de départ : une opportunité de dialogue pour nos communautés et nos institutions sur la santé démocratique de nos sociétés ainsi qu'une occasion d'explorer de nouvelles manières de contribuer à son amélioration. Des groupes religieux dévoués ainsi que des membres de la société civile (laïques) peuvent faire beaucoup pour améliorer la vie des plus pauvres.



Vers la mission sociale de l'Église

Denis Kim, SJ

Malgré les grandes différences entre les nations d'Asie de l'est et d'Asie du sud est, le modèle démocratique qui prévaut dans ces pays favorise une forme d'autoritarisme mettant l'emphase sur le développement économique et la marginalisation du développement sociopolitique. Confronté à la démocratie occidentale, ce modèle fait référence aux 'valeurs asiatiques' pour justifier les limites imposées à la liberté d'expression de ses citoyens. L'Église a eu davantage de succès et a réussi à s'inculturer là où elle a su s'engager activement dans la tâche historique du développement national en général.

Contexte: Asie en développement

C'est une tâche difficile que de décrire la qualité de la démocratie en Asie-Pacifique. Une partie de la complexité réside dans le fait que cette région présente une diversité de cas très intéressants: le communisme (Corée du Nord), le post-socialisme (Chine et Vietnam), société sortant d'une guerre civile (Cambodge), dictature militaire (Myanmar), démocratie libérale (Australie). Plusieurs pays, comme Singapour, la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, Taïwan, la Corée du Sud et le Japon peuvent être catégorisés comme étant non libéraux ou situés quelque part entre la démocratie libérale et non libérale.¹ En se basant sur l'Index 2011 des Nations Unies sur le développement humain, le Japon se situe en 12^{ème} position, Hong Kong en 13^{ème}, la Corée du sud en 15^{ème}, Singapour en 26^{ème} suivi par la Malaisie au 62^{ème} rang parmi l'ensemble des pays du monde.² La plupart des autres pays de la région sont au-delà de la 100^{ème} position. Pareillement, en termes de corruption et de transparence, seuls quelques pays se placent dans le haut de la liste: Singapour 5^{ème}, Hong Kong 12^{ème}, le Japon 14^{ème}, Taïwan 32^{ème}, suivi de la Corée du sud au 43^{ème} rang.³ Ainsi, il est notoire que la plupart des pays asiatiques se situent au bas de l'échelle en termes de qualité de leur démocratie et de leur piètre gouvernance. Certains pays sont particulièrement connus pour leurs violations brutales des droits humains.



Au-delà de l'Index, le changement historique du contexte politique et économique de la région est très éclairant. Malgré les différences culturelles, linguistiques, historiques et ethniques, sans oublier le côté arbitraire de la géographie, nous pouvons réussir à comprendre l'Est et le Sud-est asiatique en utilisant l'aspect économique. Celle-ci a été la région ayant connu la plus grande croissance économique mondiale depuis 1965. Sa croissance économique a communément été

¹ Cf. Fareed Zakaria, "The Rise of Illiberal Democracy", *Foreign Affairs*, November/December 1997.

² <http://hdr.undp.org/en/data/trends/>

³ <http://www.guardian.co.uk/news/datablog/2011/dec/01/corruption-index-2011-transparency-international>

décrite en termes de « développement économique suivant la théorie du vol d'oies sauvages »⁴. Le Japon a pris la tête, suivi par les économies des « quatre dragons asiatiques » (Hong Kong, Singapour, Corée du sud et Taïwan), puis par les « petits dragons » de l'Asie du sud-est (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) et finalement par les économies des pays postcommunistes (Chine et Vietnam). Dans une plus faible mesure, on s'attend à ce que les économies du Myanmar et de la Corée du Nord empruntent la même forme. La récente « libéralisation » du Myanmar peut être interprétée dans ce sens. On rapporte que la Corée du nord tenterait d'imiter le modèle thaïlandais qui permet la coexistence d'une monarchie politique et d'un développement économique.

Considérant le contexte de diversité politique et l'importance du développement économique dans la région, cet article met l'accent sur les questions de démocratie dans les pays « dragons ». La raison de ce choix est que plusieurs pays de l'est et du sud-est asiatique appartiennent à cette catégorie. En outre, on s'attend à ce que leur modèle politico-économique soit davantage accepté comme modèle 'asiatique', une alternative au modèle occidental, ancré dans une économie de marché, une démocratie libérale et des normes relatives aux droits humains. L'émergence de la Chine semble non seulement confirmer ce modèle alternatif mais aussi renforcer sa diffusion. Cependant, il est intéressant de noter que sous l'influence du discours d'enculturation, la mission de l'Église a accordé davantage d'attention au contexte culturel et religieux et non à l'économie politique. Cet article vise à combler ces lacunes en examinant le contexte d'économie politique et ce que cela signifie pour la mission sociale de l'Église. Il commence par examiner l'économie politique du développement, suivi par le débat sur la démocratie en Asie. Pour terminer, nous considérerons son impact sur le rôle de l'Église dans la région.

État développeur ou autoritarisme développeur

Pour ce qui touche à la qualité de la démocratie dans le développement de l'Asie du sud et du sud-est, deux caractéristiques méritent notre attention. La première concerne le rôle joué par la main-d'œuvre bon marché et l'autre touche au rôle de l'État. Le développement économique a été principalement conduit par l'industrialisation intensive du monde du travail. À cause du coût grandissant de la main-d'œuvre dans le pays qui mène le *vol d'oies sauvages*, des technologies plus anciennes, nécessitant une main-d'œuvre plus importante, ont été transférées des pays en tête de file vers ceux qui suivaient et où une main-d'œuvre bon marché était disponible. Cela a commencé avec le Japon qui a transféré des technologies aux pays du sud-est asiatique ; les « quatre dragons » lui ont alors emboîté le pas. L'émergence de la Chine est largement redevable à l'industrialisation fondée sur une main-d'œuvre flexible et bon marché ; on peut avoir un aperçu de cette réalité dans un article récent du New York Times concernant la production des iPad d'Apple.⁵

D'un autre côté, le rôle de l'État est significatif dans un tel contexte du travail. Il diffère tant de celui des petits gouvernements libéraux que de celui du comité exécutif de toute la bourgeoisie marxiste. Il a joué un rôle actif d'entrepreneur en planifiant, modérant le secteur privé et même en dirigeant directement le secteur des affaires. Il a également aidé les compagnies transnationales, non seulement en offrant des zones de libre-échange et des bénéfices fiscaux,

⁴ Kasahara S. (2004) "The Flying Geese Paradigm: A Critical study of Its Application to East Asian Regional Development," United Nations Conference on Trade and Development, Discussion Paper # 169, April. Mitchell Bernard et John Ravenhill (1995). "Beyond Product Cycles and Flying Geese: Regionalization, Hierarchy, and the Industrialization of East Asia." *World Politics* 47, pp 171-209.

⁵ New York Times "In China, Human Costs Are Built Into an iPad" (Jan. 25, 2010) <http://www.nytimes.com/2012/01/26/business/economy-apples-ipad-and-the-human-costs-for-workers-in-china.html?ref=applecomputerinc>

mais également en contrôlant les droits et les salaires des travailleurs de manière à ce que ces compagnies soient assurées d'une main-d'œuvre bon marché.

Ici encore, l'article du New York Times illustre comment Apple a profité de l'exploitation abusive des travailleurs en Chine. Le rôle étatique dans les pays d'Asie de l'est et du sud-est a reçu des évaluations ambivalentes. Il est certain que l'industrialisation menée par l'État a contribué à sortir le pays de la pauvreté. Toutefois, cela a été accompli par des régimes autoritaires utilisant la méthode du bâton et de la carotte pour discipliner leurs travailleurs. De tels régimes incluent non seulement la Chine postsocialiste mais aussi les « Quatre Dragons ». Ceux qui mettent l'accent davantage sur le premier aspect, l'esprit d'entreprise, appellent ces pays des « États développeurs » ; ceux qui remarquent davantage le dernier aspect, les appellent des États « développeurs autoritaires ».

L'évaluation ambivalente nous fournit le cadre pour toutes les controverses très connues sur les 'valeurs asiatiques', et sur l'universalité des droits humains. Avant que cet article se penche sur ces questions, il convient de noter que dans la région, des zones d'ombres du développement économique rapide ont été remarquées à plusieurs reprises: atteintes aux droits humains et aux droits des travailleurs, développement d'une bureaucratie fondée uniquement sur l'efficacité, supériorité de l'État sur la société civile, dégradation environnementale, etc. L'industrialisation a également conduit à l'augmentation des inégalités entre ses bénéficiaires et ceux qui n'ont pas accès à ces bénéfices ; comme par exemple, entre la classe moyenne émergente et la classe ouvrière, ou entre ceux qui ont un travail régulier et ceux qui n'en possèdent pas. La relation dynamique entre ces deux partis inégaux a influencé le paysage politique et par conséquent la qualité de la démocratie dans la région.

Démocratie occidentale ou démocratie asiatique

La région de l'Asie de l'est et du sud-est constitue une part importante de la vague de démocratisation durant les années 1980, en même temps que la chute des pays communistes. Des pays allant des Philippines et de la Corée du sud jusqu'à la Thaïlande et Taïwan ont été démocratisés par le pouvoir populaire, avec la conviction optimiste que les régimes autoritaires disparaîtraient avec cette vague. Cependant, au début des années 1990, les soi-disant « valeurs asiatiques », en particulier celles mentionnées par les premiers ministres de Singapour et de Malaisie de l'époque, ont remis en question la démocratie libérale de l'occident et les hommes politiques ont défendu la discipline autoritaire, présentant les « valeurs asiatiques » comme la colonne vertébrale permettant de développer des valeurs comme la frugalité, la discipline, une éthique du travail et le travail d'équipe. Bientôt cependant, la crise économique asiatique de 1997 a fait voler en éclat la présentation triomphante des « valeurs asiatiques ». Autrefois acclamées comme étant le moteur du développement asiatique, elles sont désormais identifiées comme la source du capitalisme sauvage utilisé pour justifier l'absence de mécanismes régulateurs démocratiques. Néanmoins, en partie causé par l'émergence de la Chine et en partie dû à la frustration engendrée par l'insécurité économique qui a fait suite à la politique de la dérèglementation, on observe récemment, parmi la classe moyenne, le retour à des « valeurs asiatiques » ainsi qu'une vague de nostalgie envers les anciens dictateurs renversés et un assouplissement des souvenirs des régimes autocratiques. Dans ce contexte, il y a quelques années, *Time*, une revue américaine, a publié un rapport sur les « Démocraties indécises d'Asie », dans son édition du nouvel an.⁶

Des observateurs occidentaux ont remarqué plusieurs domaines où les pays asiatiques ont besoin d'approfondir la démocratie.

⁶ <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1869271,00.html#ixzz1kcaURiND>

- La culture politique: Les citoyens devraient cultiver leur citoyenneté, qui diffère de leur état de sujet ou de clients dépendant de leurs souverains ou de leurs patrons⁷.
- Les institutions pour contrôler et faire contrepoids au pouvoir: la société devrait développer des institutions indépendantes, comme les médias et les tribunaux, qui peuvent faire contrepoids à l'État.
- La société civile: La sphère publique devrait particulièrement être indépendante du contrôle étatique et a besoin d'être consolidée.

Ces observations sont fondées sur le modèle occidental de la démocratie libérale. Ceux qui croient que le modèle occidental n'est pas universel promeuvent la démocratie asiatique. Il n'existe pas de consensus clair sur les valeurs asiatiques ou sur un modèle de démocratie asiatique. Toutefois, celui-ci tend à mettre l'emphase sur les aspects suivants:

- Harmonie sociale et consensus plutôt que confrontation et dissension
- Bien-être socioéconomique avant les droits humains politiques et libéraux.
- Sécurité sociale et bien-être de la communauté avant les droits individuels

Parfois ce communalisme asiatique préféré à l'individualisme et au libéralisme, va main dans la main avec l'accent sur la nation ou l'État avant l'individu. Il n'est donc pas surprenant de voir que les régimes autoritaires en Asie ont utilisé une logique similaire pour justifier l'exercice de leurs pouvoirs autoritaires et la répression de la dissension politique. De plus, cette logique a été employée dans la controverse sur les droits humains en ce qui concerne la Chine, soutenant que les normes relatives aux droits humains sont une arme morale occidentale pour domestiquer l'Asie en lui imposant ses standards.

Malgré la logique culturelle ou politique, la revendication portant sur le modèle démocratique asiatique peut se faire sur la base de la performance des États asiatiques en matière de développement. Lee Kuan Yew, qui à partir d'une petite ville-État décolonisée sans aucune ressource naturelle a fondé la Singapour moderne et prospère, est un défenseur convaincu des valeurs asiatiques. Pendant qu'il construisait le développement capitaliste singapourien, il comparait les régimes socialistes et capitalistes. Depuis les années 1990, il évalue les pays en opposant ceux qui possèdent les valeurs asiatiques à ceux qui ne les ont pas. Invité à Manille où la démocratisation a commencé en 1986 mais où l'économie souffre encore, il a déclaré: « contrairement à ce que les commentaires américains disent, je ne crois pas que la démocratie mène nécessairement au développement. Je crois que ce dont un pays a besoin pour se développer c'est de la discipline plus que de la démocratie. L'exubérance de la démocratie engendre des conditions indisciplinées et désordonnées qui ne s'harmonisent pas avec le développement ». Selon lui, les Philippines sont handicapées tant par leur 'constitution de style américain' qui mine la discipline sociale et la stabilité, que par leur « absence » de valeurs asiatiques. Ces deux facteurs seraient responsables du peu de succès que rencontre le pays comparé à d'autres pays asiatiques. « Le test ultime de la valeur d'un système politique c'est s'il réussit ou non à aider une société à mettre en place des conditions qui améliorent le niveau de vie de la majorité de la population, tout en permettant un maximum de libertés personnelles compatibles avec celles des autres dans la société. »⁸

Les affirmations de Lee sur les valeurs asiatiques se sont heurtées non seulement à la critique occidentale, mais aussi à la critique asiatique. Par-dessus tout, un autre dirigeant asiatique, Kim

⁷ Cf. Robert D. Putnam, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy* (Princeton Univ. Press, 1993).

⁸ *Far Eastern Economic Review*, 10 December 1992. Citation de Aihwa Ong, *Flexible Citizenship* (Durham, NC: Duke University) 1999, 71.

Dae Jung, récipiendaire éventuel du prix Nobel de la paix et président de la Corée du sud, a réfuté les tenants des « valeurs asiatiques ». Il avance que les traditions culturelles asiatiques supportent non seulement le développement économique, largement défendu dans l'éthique du travail confucéenne, mais également la démocratisation politique, en indiquant, dans Mencius, le droit des peuples à se débarrasser d'un tyran. Cela nous démontre les diverses interprétations des 'fameuses' valeurs asiatiques.

Les débats sur les « valeurs asiatiques » révèlent de multiples couches dans le paysage changeant de l'Asie de l'est et du sud-est. Premièrement, Lee et Kim représentent les meilleurs dirigeants politiques asiatiques. Lee a construit Singapour et cela lui confère beaucoup de crédibilité. Kim, quant à lui a lutté contre le dictateur Park avec lequel Lee partage un style et une philosophie politique. Lee lui-même, dans son autobiographie, admire Park en tant que le modernisateur de la Corée du sud. La différence entre Lee et Kim est donc naturelle. Ayant réussi avec succès à se présenter comme l'avocat de la démocratie, Kim a finalement obtenu le prix Nobel de la paix suite à une conférence au sommet entre les deux Corée. En ce sens, les débats sur les « valeurs asiatiques » sont davantage des constructions politiques présentées par des politiciens puisant dans les riches traditions culturelles et religieuses asiatiques. Les différences internes à l'Asie ainsi que leur développement dialectique et dialogique au sein du Confucianisme, du Bouddhisme ou de l'Islam ont été ignorés ou tout simplement mis de l'avant de manière sélective.

Les débats sur les valeurs asiatiques démontrent une certaine fierté pour ce que les pays asiatiques ont réussi à accomplir, mais ils révèlent également une revendication de supériorité, non seulement culturelle et morale mais aussi économique par rapport à l'Occident, l'ancien colonisateur. Leurs partisans font communément remarquer les ombres qui révèlent les limites de la modernité occidentales, telles le racisme, l'individualisme excessif, les taux croissants de crimes et de divorces. Toutefois, il est trompeur d'interpréter ce débat sur les valeurs asiatiques à l'intérieur du cadre binaire de la démocratie « asiatique » versus « occidentale ». Samuel Huntington, un ancien scientifique politique de Harvard, tombe dans ce piège lorsqu'il développe son argumentation dans « Clash of civilisations » (choc des civilisations). Sa thèse met en valeur l'Orient comme l'opposé symbolique de l'Occident et néglige la structure politico-économique qui sous-tend ces différences et ces difficultés. Ce faisant, tant les partisans des valeurs asiatiques que Huntington orientalisent les traditions asiatiques comme étant hors du temps et incarnées irréfutablement dans tous les Asiatiques.

Plutôt que de s'appuyer sur les différences de civilisations, le débat sur les valeurs asiatiques serait plus facile à comprendre, selon Aihwa Ong, une anthropologue de Berkeley, comme la 'légitimation des stratégies étatiques visant à renforcer les contrôles internes et à assumer des positions plus dures lors des négociations dans l'économie mondiale.'⁹ En d'autres mots, la différence entre l'Est et l'Ouest peut être mieux comprise dans le contexte de la mondialisation néolibérale. Alors que le néolibéralisme américain sape les principes démocratiques de l'égalité sociale en privilégiant de manière excessive les droits des individus, la stratégie dominante asiatique sur le marché mondial sape la démocratie en limitant l'expression politique individuelle en privilégiant de manière excessive la sécurité collective. La nostalgie récente à l'égard des dirigeants autoritaires illustre bien le fait que la classe moyenne émergente, la principale bénéficiaire du développement économique dans les pays Tigres, exige de meilleurs gouvernements non pas tant pour avoir une meilleure représentation démocratique mais bien pour bénéficier de l'efficacité étatique propre à assurer la sécurité sociale et la prospérité de l'ensemble.

⁹ Ong, op. cit., 11.

Nation-État et immigration

Le développement mené par l'État et son succès ont façonné le mouvement des populations. Après des décennies de développement économique, les puissances économiques les plus grandes en Asie de l'est et du sud-est, comme le Japon, la Corée, Taïwan, Singapour, la Malaisie, sont devenus des pays de choix pour les immigrants et l'immigration internationale a rapidement augmenté dans cette région. Évidemment, les causes typiques d'immigration internationale entre le Nord et le Sud, telles les structures économiques, l'espérance de vie, la démographie, les conditions sociales et la stabilité politique peuvent aussi expliquer en partie l'immigration régionale.

Les caractéristiques du développement réalisé par l'État font ressortir des modèles différents d'exclusion sociale que ceux que l'on retrouve dans les pays d'immigration occidentaux. En termes d'ethnicité et de race, mis à part Singapour et la Malaisie, les pays d'accueil dans la région sont très homogènes: 98% de Coréens en Corée, 98,5% de Japonais au Japon, 91,5% de Chinois Han en Chine et 98% de Chinois Han à Taïwan. Il n'est pas surprenant que les lois sur la citoyenneté soient fondées sur *ius sanguinis* et que les étrangers ne soient pas traités en égaux. En d'autres mots, la ligne de faille entre le 'nous et eux' est facile à tracer en fonction des liens de sang. Cela explique en partie la culture nationaliste de ces pays. L'État est conçu comme une extension de la famille, et la nation est un État. C'est pourquoi, les personnes étrangères deviennent facilement les sujets auxquels l'État porte attention, qu'il contrôle et dont il s'occupe en fonction de l'agenda étatique, lequel est généralement interprété comme un agenda national. Cela est la conséquence d'un État qui non seulement a orchestré l'économie mais qui a également organisé toute la société en vue du développement économique. De plus, ces pays sont fiers de la pureté de leur race et les minorités ethniques ont été facilement ignorées au nom du bien national. Les Coréens au Japon et les Chinois en Corée sont victimes de discrimination et marginalisés depuis très longtemps.

En résumé, en mettant l'accent sur les économies des Dragons dans la région, cet article s'est concentré sur le développement économique, dans lequel l'État a joué un rôle crucial, comme étant la caractéristique commune principale de la région. La promotion du leadership autoritaire ou de la démocratie asiatique est une manifestation non seulement de leur fierté mais aussi de leur mode de régulation sociale, lequel peut assurer un développement économique continu tout en minimisant les coûts sociopolitiques. Évidemment, comme je l'ai dit plus tôt, ces caractéristiques sont différentes de celles de la Corée du nord, du Myanmar ou de quelques autres pays. Cependant, on prévoit que l'émergence de la Chine affirmera et renforcera la diffusion, dans la région, du développement promu par l'État, avec le contrôle social qui l'accompagne.

Vers la mission sociale de l'Église

Le contexte économique et politique de l'Asie de l'est et du sud-est confie à l'église la tâche de repenser sa mission sociale. La réception et l'appropriation créative de l'enseignement social catholique (ESC) semble varier parmi les églises locales. Deux facteurs, l'un interne et l'autre externe, peuvent expliquer les différents accueils réservés à l'ESC. À l'interne, le discours d'inculturation a amené l'église à mettre l'accent sur la culture ou la religion. Cependant, malgré l'importance de la sensibilité à la culture locale, mise de l'avant depuis Vatican II, les efforts vers l'inculturation n'ont pas évité le danger de réduire la culture à une vision dualiste, ce que le discours civilisateur a également fait. Certains discours d'inculturation assument que la soi-disant culture moderne occidentale est mauvaise alors que la culture locale est idéalisée comme étant une source identitaire.

Toutefois, l'Occident « est maintenant partout, à l'ouest et ailleurs: dans les structures et les esprits. »¹⁰ En pratique, il n'y a plus de culture locale pure intouchée par la modernité occidentale. L'inculturation peut être vidée de son sens si elle manque d'analyse du contexte politique et économique et si sa réponse, à ce contexte, est inappropriée. À l'externe, l'Église reste une religion minoritaire¹¹ dans une société où l'État est un régulateur puissant. Ainsi, il a été souvent considéré risqué pour l'Église de s'engager sur les questions d'ordre public, confinant souvent la mission sociale de l'Église à l'intérieur de la sphère religieuse et culturelle et dans le cadre des frontières préexistantes établies par les liens entre l'État et la société, l'empêchant de mettre en œuvre l'enseignement social catholique.

Il est ironique de penser que les Églises engagées socialement pour le bien commun ont eu davantage de succès en termes de conversion en Asie. Les Églises en croissance rapide depuis les cinquante dernières années dans la région se retrouvent au Timor oriental et en Corée du sud. Au Timor oriental, la population catholique est passée de 25 % en 1975, à 98% en 2005, alors qu'en Corée, elle est passée de 3% en 1960, à 10,1% en 2010, un phénomène exceptionnel en Asie. Malgré les différences de contexte historique et de situation sociale des églises, la caractéristique commune de l'Église Catholique dans ces deux pays consiste en sa contribution à un projet historique. Au Timor, cette contribution à l'histoire s'est manifestée sous forme d'aide apportée à la décolonisation et à la séparation d'avec l'Indonésie ; pour la Corée du sud, la démocratisation. L'ancien évêque Belo, à Dili au Timor oriental, ainsi que le cardinal Kim à Séoul, en Corée du sud, ont répondu à la situation historique avec l'esprit de l'Évangile et de Vatican II, et ce malgré les risques que cela impliquait. Leur leadership et leur contribution à ces moments historiques ont fait de ces deux hommes, des personnes hautement respectées dans leur pays respectif. Tout cela a conféré une grande autorité morale à ces églises ; peut-être une qualité plus importante que les ressources politiques et économiques, et ce pour n'importe quelle religion. Plus important encore, bien que la population sache que cette Église est d'origine occidentale, celle-ci n'est plus perçue comme une religion étrangère. Cette transformation de la perception a eu lieu dans les deux pays, parce que l'Église a pris part de manière significative aux changements historiques. Une véritable inculturation.

L'Église, dans la région, peut tirer des leçons de cette expérience historique du Timor oriental et de la Corée du sud ; c'est la contribution de l'Église à l'histoire en devenant de la société en général. Le Cardinal Kim a déclaré que la raison d'être de l'Église n'est pas d'exister pour elle-même, mais pour le bien de l'ensemble de la société et de s'efforcer de le faire advenir en dépit des oppositions internes et externes. Surtout dans des sociétés où l'État essaie de domestiquer la société et où il se présente comme l'agent du bien national, le rôle de l'Église devient plus significatif et a davantage de potentiel. Elle devrait définir le bien commun dans son contexte, un contexte où l'État définit souvent le bien commun différemment de l'enseignement social catholique. Dans un monde globalisé, l'Église en tant qu'institution transnationale peut trouver un espace favorable et des ressources plus facilement qu'auparavant, afin de contrebalancer l'État et de construire des réseaux en vue du bien commun. Les Jésuites, en tant que membres d'une communauté religieuse mondiale peuvent ouvrir de nombreux sentiers pour servir l'Église en Asie en définissant le bien commun, en faisant de la planification stratégique, en mobilisant et mettant en contact les personnes et les ressources en vue de mettre l'ESC en œuvre.

*Original anglais
Traduit par Christine Gauthier*

¹⁰ Citation de A. Escobar, *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World* (Princeton: Princeton University Press, 1995) 224.

¹¹ En Asie de l'est et du sud-est, seulement les Philippines, le Timor oriental, la Corée du Sud et le Vietnam possèdent une population catholique qui dépasse les 5% de l'ensemble de la population.



Démocratie en Asie du Sud – défis : promesse démocratique, un rêve lointain

Manu Alphonse, SJ

La démocratie politique en Asie du sud continue d'être incapable d'apporter ses bienfaits à la très grande majorité de la population. Cela est dû à l'absence d'une réelle démocratie socioéconomique. Cette absence génère de grandes inégalités fondées sur la classe, la race, la caste, le genre ainsi que sur l'appartenance à un groupe minoritaire. Des signes d'espérance ressortent des mouvements populaires – groupes de femmes, d'autochtones et autres minorités – lesquels exigent le respect pour leurs besoins fondamentaux et la défense de leurs droits.

En 2012 la démocratie de l'Asie du sud est assiégée! Pour les plus de 1,5 milliard de personnes de la région, les dividendes démocratiques que laissent entrevoir la promesse de la décolonisation au milieu du vingtième siècle sont demeurées lettres mortes!

La vraie démocratie est le meilleur pari de la semaine ; et c'est pourquoi depuis des dizaines d'années, les aspirations et les revendications démocratiques populaires sont en croissance dans toute la région.



L'Inde et le Bangladesh, avec leur « démocraties parlementaires », le Sri Lanka, le Népal et les Maldives avec leurs « républiques démocratiques », même le Pakistan avec sa « république islamique » et le Bhoutan avec sa « monarchie constitutionnelle » ont tous, depuis leur indépendance, essayé différentes formes de gouvernance démocratique pour faire face aux attentes grandissantes de leurs citoyens. L'Afghanistan, la dernière addition à la SAARC (Association d'Asie du sud pour la coopération régionale), prise entre les jeux impérialistes de l'Occident et le terrorisme taliban, lutte pour sa survie tant démocratique que nationale.

La charte démocratique de la SAARC déclare solennellement : « convaincus que les gouvernements non démocratiques et non représentatifs affaiblissent la constitution et l'état de droit et qu'ils menacent, à long terme, la cohésion sociale et la stabilité, nous nous engageons ici à consolider les institutions démocratiques (judiciaires, exécutives et les législatives...) et à renforcer les pratiques démocratiques. »

Et pourtant, les aspirations démocratiques de la majorité des citoyens de la région semblent bien loin d'être réalisées et accusent même un recul. La plupart des institutions démocratiques

(judiciaire, exécutif et législatif) qui ont été créées suite à l'indépendance, mais surtout élaborées en suivant le moule colonial, se sont écroulées en grande partie à cause de l'étendue de la corruption et du niveau très bas de la moralité publique, de la transparence, de la gouvernance responsable et de la participation très peu élevée de la population.

Démocratie politique moins une démocratie socio-économique

Le Dr. Ambedkar, le grand visionnaire indien et architecte de la constitution nationale, nous avait mis en garde, en parlant de la déclaration de la république démocratique en Inde : « Le 26 janvier 1950, nous entrerons dans une vie de contradictions. En politique nous serons égaux et dans notre vie socioéconomique nous serons inégaux. » Ambedkar était profondément convaincu que la simple démocratie politique, en l'absence de démocratie socioéconomique, se révélerait inutile pour la majorité de la population ; et il a défini la démocratie socioéconomique comme étant un système où chaque individu, peu importe sa force ou sa faiblesse, a l'espace et la capacité de décider de sa vie et de son gagne-pain. Aujourd'hui, alors que l'Asie du sud entre plus avant dans le 21^{ème} siècle, la prophétie d'Ambedkar se révèle plus vraie que jamais, non seulement en ce qui concerne l'Inde mais aussi l'ensemble de la région de l'Asie du sud.

De toutes les autres régions du monde, l'Asie méridionale a de tous temps abrité le plus grand nombre de personnes pauvres et indigentes ; et cela dans des situations souvent pires que celles que l'on retrouve en Afrique subsaharienne. Une région qui regroupe 23% de la population mondiale mais qui contribue moins de 3% du PIB mondial ; une région dans laquelle vivent 400 millions des personnes pauvres de la planète. Les rapports sur le développement humain du PNUD ont de manière consistante situé la plupart des pays de l'Asie du sud au bas de la liste en termes de développement humain, lequel est mesuré en considérant la qualité de l'éducation, de la santé et des conditions de vie standards.

De plus, depuis les dernières décennies, alors que la plupart des pays de l'Asie du sud ont embrassé des politiques économiques néolibérales en suivant la loi du marché, des inégalités très importantes se sont creusées dans la région et ce en termes de classe, de caste, de race, de genre et de minorités.

- Dans toute la région, les peuples indigènes ont continué à souffrir des nombreux déplacements causés par la destruction indiscriminée des terres, des forêts et des montagnes au profit de mégaprojets d'exploitation minière et de développement. Ce faisant, une dégradation sérieuse des ressources naturelles, de l'eau, de la terre et de l'environnement ont rendu le processus du développement durable questionnable. Tous ces déplacements de population ont aussi créé des mouvements de migration massifs à l'intérieur des pays, à travers la région et à l'extérieur de celle-ci ; les gens cherchant de l'emploi au Moyen-Orient et en Asie du sud-est, le plus souvent endurent des conditions de vie inhumaines et sans aucune garantie de voir leurs droits humains fondamentaux respectés.
- Comme le note le rapport de 2011 sur le développement humain : « Les femmes en Asie du sud se retrouvent derrière les hommes dans chacune des dimensions de l'Index d'inégalités de genre (IIG), particulièrement dans le domaine de l'éducation, de la représentation parlementaire et du taux de participation de la population active. » Au fil du temps, les pertes engendrées par les inégalités de genre à l'échelle mondiale, sont abyssales en Asie du sud, suivies de près par l'Afrique subsaharienne.

Le système de caste demeure un facteur de discrimination majeur dans la vie et les politiques publiques tout autant que dans la société civile, surtout en Inde, au Bangladesh, au Népal, au Pakistan et au Sri Lanka. Les Dalits, qui se retrouvent laissés pour compte en termes de

développement humain, ont continué d'être victimes des violations inhumaines de leur dignité, de leurs droits et de leurs sources de revenus. Récemment, des fondamentalistes de tous genres – religieux, racistes et régionaux – sont devenus de sérieux défis dans ces pays, causant des violations très graves des droits des minorités dans la région : les tamouls et les musulmans du Sri Lanka, les hindous et les chrétiens au Pakistan et au Bangladesh et des groupes de musulmans et de chrétiens (surtout les Dalits et les autochtones) en Inde, ont tous été l'objet d'attaques terroristes de la part du groupe majoritaire au niveau étatique, et ce dans l'impunité, sans garantie réelle de leurs droits en tant que minorité. Dans les pays tels que le Bangladesh et les Maldives, la propagation des perspectives fondamentalistes parmi les communautés majoritaires met la démocratie en grand danger.

Incapable de répondre aux exigences socioéconomiques légitimes de leurs citoyens, les États de la région tendent à se durcir et à devenir de plus en plus répressifs, se cachant souvent derrière l'excuse de la 'lutte contre le terrorisme'. Les diverses formes du terrorisme d'État, alimenté par des importations massives d'armes destructrices, ont mené à la suppression des droits humains fondamentaux, et surtout ceux des pauvres, des Dalits et des autochtones de la région, touchant surtout les femmes et les enfants. Il ne faut pas s'étonner qu'en 2012, la région soit le plus grand importateur d'armes au monde !

L'exigence, présente de longue date, de la création d'un mécanisme régional pour les droits humains, en conformité avec les principes standards universellement reconnus, de protéger et promouvoir les droits humains et la justice sociale des peuples de la région, demeure sans réponse. SAARC, l'entité étatique officielle gênée par les irrégularités de ses états membres et les ambitions et pouvoirs géopolitiques, en est réduit à une sorte de boudoir où les mots restent sans action.

La société civile populaire se développe, signe d'espérance

Au milieu de défis presque insurmontables, l'émergence, dans toute la région, d'une grande variété d'initiatives de société civile, comme les mouvements et les luttes populaires, la mobilisation des femmes, des peuples indigènes et des minorités autour de leurs besoins fondamentaux et de leurs droits humains, sont autant de signes d'espérance. Le renforcement des gouvernements locaux, même affligés de manipulations politiques, a commencé à offrir un espace aux femmes et aux pauvres vers le partage du pouvoir et de la gouvernance dans la région.

En outre, à travers la région, des forums comme le SAARC du Peuple, le réseau sud asiatique pour le développement social et agricole, le réseau sud asiatique pour les droits humains des Dalits, etc. ("People's SAARC" « South Asian Network for Social and Agricultural Development' (SANSAD) 'South Asian Network for Dalit Human Rights') et permettant ainsi des contacts personnels et des interactions allant au-delà des forums étatiques officiels ont, récemment été engagés dans l'articulation d'une vision alternative régionale fondée sur les droits humains et les revendications des zones les plus marginalisées de la région.

Défis à venir

La consultation jésuite 2010 pour l'Asie du sud, une rencontre post congrégation générale, sur le thème « Ensemble vers de nouvelles frontières », a identifié des secteurs de pointe pour les Jésuites de la région : les déplacements des populations et la migration, le fondamentalisme et les inquiétudes environnementales. Ce sont de véritables zones d'engagements pour les Jésuites dans la région, que ce soit individuellement ou collectivement.

Bien qu'il soit important de définir les thèmes d'engagement, il est tout aussi important pour les Jésuites de la région d'identifier les différents niveaux d'engagements et les sphères d'influences d'importance. La politique de plaidoyer public pour obtenir des changements concrets met l'accent sur la recherche sociale qui peut exposer les contradictions cachées et les injustices du système politique, accompagner les pauvres dans leurs temps de désespoir... Cela constitue les secteurs et les domaines où les Jésuites de l'Asie du sud peuvent offrir un leadership intellectuel, un appui institutionnel et une inspiration.

Vers une nouvelle façon d'être une minorité

Dans des situations que l'on retrouve en Asie du sud, où les chrétiens constituent une minuscule minorité, la tendance de l'Église et des communautés religieuses a été davantage de sauvegarder leurs intérêts institutionnels (écoles, collèges et hôpitaux...), plutôt que d'être un catalyseur dans le processus de transformation sociale. Dans ce contexte, il est important pour les Jésuites de la région de montrer qu'il existe une manière alternative d'être une minorité – en s'immergeant dans les luttes pour les droits des minorités – sans distinction de religion, de race ou de caste et particulièrement en faveur des plus désavantagés parmi eux – les autochtones, les Dalits ainsi que les minorités raciales et linguistiques.

Étant une minorité, il est également important pour l'Église et pour les Jésuites de la région de s'unir au processus alternatif séculier pour la transformation socioculturelle – en assumant différents rôles de leadership intellectuel, d'animation et d'appui institutionnel. Il est important, surtout pour les Jésuites, de jouer des rôles clefs dans les forums régionaux de plaidoyer populaire, lesquels rassemblent de multiples niveaux d'engagement – mobilisation populaire, recherche sociale et groupes de pression populaires. L'initiative récente de SAPI (Initiative populaire de l'Asie du sud) qui a vu le jour dans le contexte du forum social mondial est véritablement un pas dans la bonne direction, mais celui-ci doit se débarrasser de sa tendance à se limiter aux « cercles d'engagements jésuites » et doit jouer un rôle de catalyseur au sein des forums de plaidoyer séculier élargis, comme le « People's SAARC » et le 'South Asian Network for Social and Agricultural Development' (SANSAD).

Vers une religion démocratique séculière

Tandis que les contradictions d'un développement économique inégal s'accroissent, l'élite au pouvoir trouve facilement en la religion un outil de manipulation et de distraction ; et les hommes de dieu, afin d'exploiter la naïveté et la foi simple des foules sont tout aussi nombreux ici qu'ailleurs. Les Jésuites, en tant que membres d'une communauté religieuse respectée, doivent relever le nouveau défi de transformer la religion et toutes les religions en instrument de guérison qui aide les gens sans pouvoir à saisir et assumer le pouvoir – non pas d'une manière communautaire mais de manière véritablement libératrice. En accord avec la tradition du grand empereur Ashoka, un hindou converti au bouddhisme, qui déjà au 4^{ème} siècle avant Jésus-Christ, avait émis un édit sur la gouvernance fondée sur les valeurs religieuses de tolérance, de respect mutuel et de non violence ; avec l'empereur mongol Akbar, qui a dialogué avec tous (y compris les Jésuites !) pour développer 'Din-Ilahi' (religion divine), tirant le meilleur de toutes les religions ; avec les poètes mystiques soufis comme Kabir qui célébrait le Dieu des pauvres... les Jésuites en Asie du sud sont véritablement mis au défi de redécouvrir le cœur de leur identité 'religieuse' et de se joindre à l'effort pour transformer la religion en un puissant outil au service de la démocratie et de la justice !

Devenir les champions des droits humains pour tous

Devant l'augmentation des violations des droits humains fondamentaux et devant la réalité de la vie des zones économiquement marginalisées de la région, les Jésuites doivent être sérieusement engagés dans les pressions et les plaidoyers pour la mise en place d'un mécanisme régional des droits humains, comme une commission sud-asiatique des droits humains, rendant ainsi tous les gouvernements de la région responsables de leurs actes. Nos chercheurs ainsi que nos institutions de recherche sociale doivent unir leurs forces et leurs ressources pour appuyer ces initiatives bien identifiées.

Finalement, la démocratie ne consiste pas simplement à voter ; mais c'est un espace ouvert avec une possibilité d'avenir où les plus impuissants trouvent la capacité et l'espace pour se redécouvrir pleinement humains, pleinement divins ! Utilisant les mots de la CG35, les Jésuites de l'Asie du sud sont véritablement appelés à se transformer eux-mêmes en « un feu qui allume d'autres feux », en se consacrant de nouveau au service de la démocratie - politique, sociale et économique - dans la région pour que chaque femme, chaque enfant et chaque homme puissent vraiment expérimenter la justice et la paix de Dieu !

*Original anglais
Traduit par Christine Gauthier*



Démocratie en Afrique: une expérience en développement

Toussaint Kafarhire Murhula SJ, Loyola University Chicago

Les attentes envers la démocratie en Afrique s'articulent autour de trois axes principaux : la distribution de la richesse, le pouvoir et les valeurs de dignité. La démocratisation en Afrique est en marche, et ce même si l'expérience démontre qu'elle a souvent été accompagnée par les paradoxes que constituent les formes actuelles de démocratie libérale. Après deux décennies d'expériences démocratiques, la conscience politique et l'éducation civique sont en pleine expansion.

Introduction

Les récentes crises et coups militaires au Mali et en Guinée Bissau, les élections présidentielles fraudueuses en République démocratique du Congo, le troisième mandat inconstitutionnel du président sénégalais Abdoulaye Wade ainsi que la violence post-électorale au Kenya constituent tous des développements troublants indiquant une profonde crise institutionnelle de la démocratie. D'autres circonstances qui suscitent des inquiétudes sont les mandats pour ainsi dire permanents des chefs d'États comme Paul Biya au Cameroun, Robert Mugabe au Zimbabwe, Eduardo dos Santos en Angola et Yoweri Museveni en Ouganda, tout comme les réélections en raz-de-marée selon le style russe, comme celle au Rwanda en 2010. Bien que 27 pays sub-sahariens aient tenu des élections cruciales en 2011, il est de plus en plus reconnu que les élections ne font pas la démocratie. La tendance actuelle du déclin de la démocratie suggère le besoin d'une analyse qui aille au delà d'une lecture superficielle du paysage politique africain. Est-ce que la démocratie est véritablement en déclin en Afrique et, si oui, pourquoi ? Qu'est-ce qui a déclenché, en premier lieu, le processus de démocratisation en Afrique au début des années 1980 ? Est-ce que le phénomène n'était qu'une mode post Guerre froide qui entre maintenant en récession après que l'intérêt pour la nouveauté s'estompe ? Peut-être, comme certains l'ont suggéré, la démocratie est un échec en Afrique parce que c'est avant tout un projet occidental auquel manque une signification universelle (Held 1987: 12; Monga 1996:68). Pour comprendre l'expérience démocratique africaine, il est crucial d'établir d'abord l'ontologie du concept puis de déterminer les conditions fondamentales à l'émergence et à la consolidation de la démocratie.



Les attentes démocratiques des Africains

Jusqu'au début des années 1990, la plupart des nations africaines étaient encore dominées par des dictatures, des états à parti unique et des états patriarcaux, un manque de transparence et

de responsabilité des dirigeants, des inégalités sociales et des injustices, le tout menant à une instabilité et des guerres intestines entre ethnies différentes. Le processus de démocratisation en Afrique coïncide avec la chute du communisme et la fin de la Guerre froide. Et bien que les derniers vingt ans d'expériences démocratiques aient été plutôt relâchés et au petit bonheur la chance, de nombreux observateurs en font porter le blâme au retard culturel de l'Afrique. Ils avancent que la multiplicité des ethnies ne simplifie pas la tâche du continent afin que celui-ci adopte des principes de gouvernance démocratique. Certains ont pris la 'mesure' de l'expérience vécue entre la première élection démocratique du Bénin en 1991 et la fin de la guerre civile au Sierra Leone et au Nigéria en 2006. Durant cette période, ils avancent que seulement trois des quarante-huit États de l'Afrique sub-saharienne ont 'tenté des transitions nominales en tenant des élections multipartites pour la première fois en vingt ans'. (Barkan 2009; 4) D'autres données, telles celles de Freedom House, distinguent les démocraties électorales des démocraties libérales seulement pour constater le déclin des démocraties subsahariennes - de 24 en 2005 à 19 en 2012. L'Index Mo Ibrahim est encore plus dur et montre un déclin de 5% de la participation politique depuis 2007 alors qu'un seul pays se qualifie comme ayant une vraie démocratie - la République de Maurice. (*The Economist*, Mars 31, 2012, p.57).

Cela démontre combien il est difficile de parler de démocratie en Afrique. Malgré toutes les ruses employées par les dirigeants africains pour s'accrocher au pouvoir durant la période succédant à la Guerre froide, d'une manière qui nous rappelle les dictateurs de la période post coloniale, l'Afrique n'a pas le monopole de la corruption ou de la résistance contre une bonne gouvernance. (Monga 1996, 2009). Et pourtant l'Afrique représente une mosaïque de cultures, de systèmes politiques, de trajectoires politiques, de réseaux économiques, et son expérience démocratique ne peut pas être réduite à la seule variable du retard culturel. Alors que je m'attarderai sciemment sur les paradoxes démocratiques africains, je continue de soutenir que toute l'Afrique n'est pas faite de démocraties ratées. On peut apprendre beaucoup des multiples bons exemples de transitions et de consolidations démocratiques, de la stabilité politique et de l'alternance du pouvoir. Le Ghana, le Botswana, le Bénin, le Sénégal ou la Zambie sont d'excellentes illustrations qui ne devraient pas être négligées. Notre présomption d'échec démocratique provient sans doute de ce que l'écrivain nigérian, Chinua Achebe, a déjà mis en lumière : l'image négative de l'Afrique comme étant un endroit où rien ne fonctionne jamais. Mais, avant tout, considérons les attentes démocratiques africaines et ce qui pourrait expliquer le phénomène démocratique du début des années 1990.

L'émergence mondiale de la démocratie libérale après la Guerre froide exerçait un attrait pour toutes les nations, particulièrement dans les pays en développement, puisque chaque citoyen pouvait se réclamer des mêmes droits ou, tout au moins, se percevoir comme ayant le droit de s'en réclamer. Sur le plan politique, cela symbolisait la meilleure alternative possible aux régimes totalitaires qui ont caractérisé la très grande partie du vingtième siècle, que cela le fascisme, le nazisme ou le communisme ou encore les autocraties postcoloniales africaines. Sur le plan socioéconomique, cela a été perçu presque comme une panacée à la corruption, aux inégalités et aux injustices sociales qui affligeaient le continent depuis son accession à l'indépendance. En tant que tel cela a restauré la participation populaire pour la sélection des dirigeants qui prennent les décisions affectant leur vie quotidienne. Cependant, un système démocratique fonctionnel requiert plus que de simples élections. Mis à part des élections régulières et équitables, il est important d'avoir une société civile forte et en possession de ses moyens, des institutions solides qui peuvent contribuer à maintenir un respect sans compromis pour la constitution et la protection de la dignité fondamentale et des droits humains, un système multipartite, la liberté d'expression ainsi qu'une culture politique qui sache équilibrer les intérêts de l'État, celle de la majorité et des minorités contre diverses formes de perversions politiques. Pour les Africains, les changements démocratiques impliquent une rupture et une

libération des dictatures militaires, la liberté pour toutes les formes d'expression ainsi qu'un gouvernement fondé sur des principes justes garantissant une paix durable et une juste distribution des ressources.

Enquête conceptuelle

Les considérations conceptuelles sont nécessaires non seulement pour le bien des débats académiques, mais également pour des raisons pratiques, parce que personne ne peut embrasser ou désirer ce qu'il ou elle ne connaît pas ou ne comprends pas. Comme Horowitz (2006; 114) le souligne, cela a été une erreur de la politique mondiale de l'après Guerre froide que la seule super puissance mondiale (les États-Unis) se soit engagée à promouvoir, tant par son discours que militairement, un système politique qui reste indéfini. Avant que la démocratie n'ait atteint le genre de norme universelle et pondérable dont elle jouit actuellement, celle-ci a traversé des milliers de raffinements et de transformations conceptuels. Toutefois, la polarisation dans les débats théoriques sur la démocratie, tout comme les divergences dans les conclusions sur les données, tel que reflété dans les quelques statistiques citées plus haut, démontrent une absence de consensus sur comment la démocratie devrait le mieux être conceptualisée. Comme les chercheurs le prétendent, la définition même de la démocratie comme étant 'le gouvernement par le peuple' pose déjà problème. David Held revendique que cela vient avec de nombreuses implications et se demande : 'gouvernement ?' - 'gouvernement par qui ?' - 'peuple ?' Pour commencer par le peuple : « Qui doit-on considérer comme le peuple ? Quelle sorte de participation envisage-t-on pour celui-ci ? Quelles conditions considère-t-on comme favorisant cette participation ? Est-ce que les motivations et les obstacles, ou les coûts et les bénéfices de la participation peuvent s'égaliser ? (cité par Monga 1996 : 19).

La supposition que la démocratie constitue sans équivoque le meilleur des régimes n'est pas justifiée. En fait, la notion du gouvernement par le peuple a été disputée depuis les débuts de la démocratie grecque. En outre, Platon et Aristote l'ont considérée avec mépris alors que, pour le bien de l'ordre public, ils favorisaient l'aristocratie parce que le 'gouvernement par le peuple' est corrompu par nature et instable. En prétendant offrir l'égalité à des êtres naturellement inégaux, la démocratie est une perversion du politique et une recette pour la couche inférieure de la société pour mettre de l'avant son propre intérêt, lequel est d'exproprier les richesses des mieux nantis et des citoyens propriétaires. Ce dédain pour la démocratie a mené Guy Donnay (2009) à suggérer que la sentence de mort de Socrate consistait en une revanche des Athéniens contre Socrate qui aurait trahi la démocratie en appuyant l'aristocratie spartiate. Il s'agit d'un héritage de la modernité, où celle-ci a été associée aux notions de justice et d'égalité - même si au début, la conception de justice excluait le genre et la race. L'homme moderne a conféré au concept de démocratie la notion d'égalité. Cependant, nous devons garder en tête qu'à l'origine, dans la perspective libérale de l'égalité démocratique, le concept « du peuple » incluait seulement les propriétaires terriens, lesquels représentaient approximativement seulement 10% de la population. La différence avec la perception antique c'est que dans les temps modernes, la démocratie « n'est plus étrangère, dans sa manifestation historique, à l'idéologie du progrès » et est fondée sur les droits universels des individus alors que, pour les anciens, elle était fondée sur la participation des citoyens dans les affaires publiques. (Benoist 2011:11) Ainsi, la démocratie représentait davantage une proposition théorique pour équilibrer la puissance des États souverains avec le droit des individus à posséder la terre.

Aujourd'hui la démocratie n'est peut-être pas encore pratiquée universellement ni uniformément acceptée, mais la gouvernance démocratique a atteint le statut d'être considérée généralement juste pour l'ensemble de l'opinion mondiale. La démocratie met l'accent sur la participation et les arrangements politiques, c'est-à-dire sur les institutions et les processus qui garantissent les droits et libertés de choisir et de remplacer les dirigeants par le biais d'élections

libres et régulières, l'égalité des chances et de l'accès ainsi qu'une juste distribution des bénéfices et des fardeaux sociaux (Sorensen 1993 : 10). Bien que le mépris envers les vertus de la démocratie populaire ait réussi à survivre au cadre des Lumières, tel que nous le voyons dans J.S. Mill, une inquiétude subsiste quant à la médiocrité des masses dans la mesure où il n'était plus nécessaire pour elles de fonder leurs opinions sur celles des dignitaires de l'Église ou des dirigeants politiques, la bénédiction (ou malédiction) de la transformation conceptuelle moderne consistait en son mariage avec le libéralisme comme si ces deux termes étaient des compagnons naturels. En fait, le libéralisme tire sa légitimité de l'autorité étatique à protéger les libertés individuelles – sous-entendant le droit à la propriété privée – et non pas le droit des masses populaires (Fukuyama 2012 :54).

Les paradoxes inhérents à la démocratie libérale

Il existe une confusion persistante à propos des facteurs qui ont entraîné le processus de démocratisation en Afrique. La coïncidence historique avec la fin de la Guerre froide a incité plusieurs personnes à interpréter le phénomène comme étant voisin du libéralisme économique. Il est vrai que la fin du communisme a également signifié le triomphe du capitalisme. Et le fait que les conditions de démocratisation ont été livrées dans le même paquet que le capitalisme mondial nous mène à croire que le processus de démocratisation en Afrique n'a été qu'une partie d'un mouvement mondial ; les pays africains ne faisaient que suivre une mode de l'Europe de l'est ; et les institutions occidentales (Banque mondiale, Fonds monétaire international) exerçaient des pressions pour que l'on libéralise le système politique économique. (Mohamed et Ndubme 2006) L'échec ou les variations dans la mise en œuvre démocratique allait ainsi être lié au rôle des militaires qui continuent d'intervenir en politique africaine ; les dirigeants en exercice qui ne sont pas d'accord pour céder la place ou pour faire place à l'alternance du pouvoir, les seigneurs de la guerre qui engendrent des conflits armés pour contrôler les ressources naturelles.

Alors que le capitalisme libéral a été introduit comme une alternative au dilemme du développement, la démocratie a cherché à contrôler le gaspillage des ressources publiques par les dictateurs africains. Néanmoins, plusieurs ont mis en évidence la logique du capitalisme qui engendre des inégalités sur le plan des ressources naturelles « si grandes qu'elles entraînent des violations graves au plan des égalités politiques et par conséquent du processus démocratique. » (Dahl 1985 : 60 ; Monga 1006, Sorensen 2008 : 10) C'est pourquoi le processus de mondialisation a également incarné la «troisième vague de démocratisation». Toutefois, dans la plupart des pays en voie de développement, la mondialisation économique constitue un facteur qui sape le contrôle et la souveraineté politique de la population. Elle met non seulement en opposition les revendications domestiques et les intérêts des multinationales, mais réduit également la capacité de l'état à protéger les intérêts locaux contre la forme de production économique dominante des corporations. (Denault 2008 ; 2010) Cette contradiction entre les forces non démocratiques du marché et la participation démocratique se situe au cœur de la forme actuelle de la démocratie libérale qui cherche à réduire le gouvernement à sa forme la plus simple, le rendant incapable d'atténuer les inégalités socioéconomiques tout en protégeant les intérêts de la nouvelle aristocratie mondiale. Les compagnies multinationales qui façonnent la connaissance disponible et les catégories à l'intérieur desquelles nous nous percevons, monopolisent aussi le pouvoir de représentation et elles ont réussi à dissimuler les formes d'injustices sociales et environnementales sans précédent qu'elles ont engendré (Landefeld et Whichard 2006; Munck 2007 ; Mahler 2004 ; Rodrik 1997). La mondialisation ayant sapé dans plusieurs cas la démocratie dans les pays pauvres, espérons que le Mouvement Occupation actuelle (Occupy movement) provoquera une réflexion plus approfondie sur l'indignation

mondiale contre une dictature financière capitaliste dominante qui doit encore apprendre à faire place aux règles et principes démocratiques.

Un deuxième paradoxe concerne la distribution du pouvoir et la nature réelle de l'État africain. Alors que l'état contemporain expérimente de profonds changements au cours de la mondialisation récente, la fragilité de l'entité politique africaine typique met à nu une contradiction des principes compris tant dans la nature de l'État que dans la notion de « démocratie libérale ». Le sociologue Weber a défendu le fait qu'il s'agissait d'une mauvaise lecture historique lorsque l'on interprétait « l'état providence comme une complétion téléologique du libéralisme... (C'est) la fin absolue de l'État de sauvegarder (ou de changer) la distribution interne et externe du pouvoir » (Weber 1946 : 334, cité par Wolin 1989 : 151). De même, ne perdons pas de vue l'histoire de la formation des états africains ; division qui n'avait pas pour objectif le bien-être des populations, mais au contraire, de les contraindre à servir les intérêts coloniaux de production. Tout au long des décennies qui ont suivi l'indépendance, la lutte des Africains a consisté à convertir les structures existantes afin d'accommoder les intérêts locaux et domestiques. Cependant, au cours de la période qui a succédé à la Guerre froide, la masse confuse des exigences intérieures pour la démocratie ainsi que les tendances internationales vers la mondialisation ont obscurci cette tension structurelle dans les états africains. Il existe une confusion entre la nécessité du développement et les attentes populaires en termes de bien-être ; lesquelles ont été abandonnées par l'État et laissées aux organisations non-gouvernementales.

Cela suggère un troisième paradoxe, que j'appellerai la distribution des richesses ou la dignité. Bien que, désormais, il soit clair que la démocratie et le capitalisme ne soient pas des compagnons naturels, et que la crise actuelle de la démocratie soit mondiale et non seulement spécifique à l'Afrique, nous devons reconnaître que la précipitation de l'Afrique vers la démocratie constitue une déclaration en soi contre les abus de pouvoirs et la monopolisation des richesses par les dictateurs ; plus encore, il s'agit d'un véritable cri et d'une revendication pour le respect des droits humains et de la dignité de la personne. La lenteur du progrès démocratique africain pourrait trouver une explication alternative dans la nature même du libéralisme. On ne veut pas insinuer ici que la démocratie et la libéralisation économique soient incompatibles. Il est pourtant vrai que les termes « libéral » et « démocratie » sont en contradiction et non complémentaires. Alors que la démocratie cherche à maintenir la souveraineté du peuple en tant que peuple, le libéralisme ébranle de telles revendications pour la simple raison qu'il confère à une minorité de propriétaires des pouvoirs extravagants qui entravent les exigences populaires en matière de justice sociale.

En d'autres mots, le libéralisme est en contradiction de principes avec la démocratie lorsque l'égoïsme l'emporte sur le bien commun et que les individus négligent la communauté pour favoriser la création de richesses matérielles. Ainsi, le libéralisme constitue la véritable source de la crise démocratique tant en Afrique qu'ailleurs. (Benoist 2011 : 10) En outre, bien que certains aient chanté les louanges du potentiel de la mondialisation pour stimuler la croissance économique en Afrique, il est évident que les pays possédant des institutions plus faibles ont souffert d'une plus grande marginalisation, de conditions de travail moins équitables, de la diminution des ressources et d'une diminution plus accentuée de la capacité étatique à offrir des programmes d'aide sociale. Du même coup, si la classe moyenne qui constitue le fondement d'une société civile efficace est négligée et sacrifiée au profit des corporations et d'une poignée de personnes qui les contrôlent, le risque est plus grand encore de confondre la démocratie avec le populisme. En Afrique, les protestations de la population entraînent généralement une répression policière brutale alors que la participation de la société civile au processus d'élaboration des politiques est surpassée par les lobbyistes qui possèdent plus de pouvoir pour corrompre les politiciens (Landefeld et Whichard 2006 :128).

Espoirs de démocratie en Afrique

Toutefois, le modèle actuel de l'organisation politique a seulement réussi à mettre de l'avant les succès individuels au détriment des projets collectifs. C'est-à-dire qu'il y a un paradoxe inhérent au processus même de démocratisation. La réalité de la démocratie en Afrique peut sembler sombre ; la démocratie est néanmoins en train de devenir la norme. Les Nigériens sont descendus dans la rue pour manifester contre les coupures imposées par leur gouvernement dans les fonds sociaux en provenance des revenus du pétrole. Pendant ce temps, après être passés à travers un moment hystérique de violences ethniques, les Kényans se sont entendus pour un partage du pouvoir entre deux candidats opposés. La légitimité du gouvernement malien pourrait très bien nécessiter à la fois une négociation avec le peuple touareg, la lutte contre le terrorisme d'Al Qaïda au Maghreb et enfin la protection des droits des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le peuple sénégalais a refusé de voir sa démocratie disparaître suite aux fraudes anticonstitutionnelles ; sa société civile s'est mobilisée pour organiser une supervision et pour la création de centres informatiques parallèles pour le vote électoral. La Côte d'Ivoire a encore un long chemin à parcourir avant que la démocratie soit intégrée dans ses processus institutionnels, alors que le Gabon, le Togo et la RD du Congo ont tous besoin de démontrer qu'ils peuvent changer de régime sans violence. Ainsi, toute activité de mesure soulève la question des nuances et de la mise en contexte historique. S'il est déjà difficile de parler de la complexité de l'Afrique il ne faut pas non plus traiter le continent comme s'il était une unité politique monolithique.

Ces quelques exemples nous ramènent brièvement au problème crucial des priorités concurrentes de l'épanouissement économique et des libertés civiles et politiques. Une trop grande importance accordée aux mécanismes externes de causalité a voilé l'aspiration et la revendication plus profonde pour la démocratie comme étant la meilleure expression politique de la quête pour l'auto-accomplissement. Toutefois, dans les pays en voie de développement, les dirigeants ont contesté la priorité de la démocratisation, soutenant que les pauvres ont besoin de répondre à leurs besoins économiques avant de revendiquer leurs droits politiques. En d'autres mots, considérant que les libertés politiques et les droits humains peuvent entraver la croissance économique et le développement, la démocratie ne devrait pas être la priorité des gouvernements des pays en voie de développement. Pourquoi, en effet, se préoccuper du luxe que constituent les libertés politiques lorsque l'on contemple l'énormité impérieuse de la pauvreté ? Connue comme la thèse de Lee - selon l'ancien premier ministre de Singapour Lee Kuan Yew - cette façon de voir est souvent complétée par le relativisme culturel qui postule que la démocratie est une exception occidentale. Ainsi, le processus de démocratisation en Afrique semble n'être qu'une forme d'impérialisme occidental, lequel ne respecte pas la réalité de la diversité en promouvant les droits individuels comme ayant préséance sur ceux de la communauté (Sen 1999 : 147ff ; Sorensen 2008 : 100).

La démocratie est desservie lorsque l'urgence des besoins économiques se heurte à la garantie des libertés civiles et politiques. Il est grand temps de mesurer les résultats du processus de démocratisation en Afrique et, du même coup, de revisiter la signification, les principes et le caractère exceptionnel de la démocratie africaine. Ce paradoxe apparent est au cœur de l'actuelle crise mondiale démocratique en général. Puisque la démocratie consiste à protéger les libertés et les droits fondamentaux des citoyens, le consensus à l'effet que la démocratie libérale constitue la meilleure forme de gouvernement peut induire en erreur. La tradition libérale a établi que la légitimité politique est fondée sur la représentativité et les processus procéduraux de prise de décisions, y compris les intérêts concurrents des citoyens, lesquels sont considérés comme des détenteurs équitables de droits et de responsabilités. Puisque toutes les institutions politiques doivent être justes, « les lois et les institutions, si elles sont injustes, doivent être réformées ou abolies peu importe si elles sont efficaces et bien rodées. » (Rawls 1971 : 3) Des

désaccords concernant les mécanismes de causalité peuvent l'emporter mais il y a une reconnaissance tacite à l'effet que les nations doivent embrasser la démocratie libérale pour répondre aux exigences de justice, d'égalité et de paix.

Une question sur laquelle il vaudrait la peine de se pencher est celle de comprendre ce qui rend l'Afrique exceptionnelle et résistante à une bonne gouvernance. En d'autres mots, quel est l'avenir démocratique de l'Afrique ? Est-ce que des raisons culturelles expliquent la régression de l'Afrique vers un autoritarisme ainsi que l'échec de la consolidation démocratique ? Est-ce qu'en mettant les droits communautaires au-dessus des droits individuels et en démontrant un respect illimité envers l'autorité, les cultures africaines ne maintiennent pas un ordre hiérarchique qui va à l'encontre de l'idée d'égalité et de responsabilité gouvernementale, démontrant ainsi une incompatibilité culturelle avec l'idée même de démocratie ? Quel devrait être le rôle propre à l'état lorsque l'individualisme demeure incontrôlé et donne lieu à des décisions non démocratiques ? Comment la mondialisation peut-elle être au service du bien-être des Africains ? De quelle forme de démocratie l'Afrique a-t-elle besoin ?

Conclusion

En somme, les attentes démocratiques de l'Afrique tournent autour de trois domaines principaux : la distribution de la richesse, du pouvoir et de la valeur ou de la dignité. Ces attentes ont-elles été satisfaites ? Cela est difficile à dire. Toutefois, en tant que forme de participation, la démocratie africaine s'est mise en chemin même si l'expérience est souvent confrontée à des paradoxes inhérents à la forme actuelle de la démocratie libérale. C'est pourquoi il est important, pour conclure, de se rappeler que la démocratie est une dynamique vivante et une activité en évolution et non pas une activité statique. C'est-à-dire, que si certains des aspects démocratiques sont en déclin en Afrique, la conscience politique et l'éducation civique sont à la hausse après vingt ans d'expériences démocratiques. L'un des traits importants de la démocratie est vraiment la participation politique des citoyens qui votent pour leurs dirigeants ainsi que le contrôle du processus de décisions. La participation au scrutin n'aura évidemment aucun sens si les élections ne sont pas canalisées pour que la population crée une communauté de sens et un destin partagé. La démocratie apporte un sens politique, non pas des individus divisés à la recherche d'objectifs séparés et d'accomplissements égoïstes. Des élections peuvent faire la différence seulement si elles viennent restaurer la souveraineté politique de la population contre de nouvelles formes de dictatures.

À moins que l'Afrique n'apprenne à écouter les besoins, les expériences, les valeurs et les intérêts de son peuple, c'est-à-dire comprendre ses trajectoires historiques, les blessures ancrées dans sa mémoire, la faim de justice, l'impératif d'avoir des structures qui protègent les droits fondamentaux, le besoin de surmonter les humiliations du passé et de redonner du pouvoir aux communautés locales à des fins d'autodétermination et de financement significatifs, elle ratera chaque moment historique permettant d'utiliser adéquatement tant les talents jeunes et vibrants de sa population que ses ressources naturelles qui sont autant d'atouts pour exercer une influence au plan international, pour être utilisées comme levier politique et pour conduire à une libération économique. Affirmer, également, que les ressources naturelles peuvent être une vraie malédiction est une aberration. Il vaut mieux demander qui profite de ces ressources et des crises qui résultent de la mauvaise appropriation de celles-ci.

Les organisations non gouvernementales et internationales ainsi que les compagnies multinationales peuvent continuer de refuser le rejet de l'ordre libéral actuel et d'encourager le mimétisme des institutions post coloniales africaines, mais le processus de démocratisation a commencé, et il continuera d'évoluer à son propre rythme. Aujourd'hui les aspirations démocratiques ne sont pas un luxe que les pays embourbés dans des contradictions historiques

ne devraient pas exiger. Le processus de démocratisation s'enracinera seulement là où les états peuvent assurer le respect des droits fondamentaux parce que la démocratie c'est la recherche fondamentale de l'autoréalisation et du bonheur, ce qui dans les contextes africains a été identifié par les théologiens comme étant le désir pour une « vie abondante » (Mulago 1972 ; Nyamiti 1993 ; Bujo 2003, 2008). C'est ce qui, en Afrique, sépare la théorie de la pratique.

Bibliographie

- Benoist, Alain de, "The Current Crisis of Democracy," in *Telos*, Vol. 2011, No. 156, Fall 2011, pp.7-23.
- Bujo, Bénézet et Juvénal Ilunga, eds., *African Theology in the 21st Century*. Fribourg: Editions Universitaires Fribourg, Suisse, 2005.
- Dahl, Robert A., *A Preface to Economic Democracy*. Cambridge : Polity Press, 1985.
- Deneault, Alain, *Offshore : Paradis Fiscaux et Souveraineté Criminelle*. Mayenne : La Fabrique Editions, 2010.
- Deneault, Alain, *Noir Canada : Pillage, corruption, et criminalité en Afrique*. Montréal : Écosociété, 2008.
- Donnay, Guy, "Le Parcours Intellectuel de Socrate," in *Antiquité Classique*, Vol. 78, 2009, pp. 39-61.
- Fukuyama, Francis, *The End of History and the Last Man*. New York: Free Press, 1992.
- Fukuyama, Francis, "The Future of History: Can Liberal Democracy Survive the Decline of the middle-class?" in *Foreign Affairs*, Vol. 91, No. 1, January/February 2012, pp. 53-61.
- Held, David, *Models of Democracy*. Stanford: Stanford University Press, 1987.
- Horowitz, Donald L., "Constitutional Courts: A Primer for Decision Makers," in *Journal of Democracy*, Vol. 17, no. 4 (October 2006), pp. 125-37.
- Huntington, Samuel P., *The Clash of Civilizations: Remaking of World Order*. New York: Touchstone, 1996.
- Jacques, Martin, *When China rules the world: The End of the Western World and the Birth of a New Global Order*. New York: Penguin Press, 2009.
- Kupchan, Charles A., "The democratic malaise: Globalization and the threat to the West," in *Foreign Affairs*, Vol. 91, No. 1, January/February 2012, pp. 62-7.
- Mohamed A El-Khawas et J. Anyu Ndubme, *Democracy, Diamonds and Oil: Politics in Today's Africa*. New York: Nova Science Publisher, 2006.
- Monga, Célestin, *Anthropology of anger: civil society and democracy in Africa*. Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1996.
- Monga, Célestin, *Nihilisme et Négritude*, Paris, PUF, 2009.
- Rawls, John, *A Theory of Justice*. Cambridge: Harvard University Press, 1999.
- Sen, Amartya, *Development as Freedom*. New York: Anchor Books, 1999.
- Sorensen, Georg, "Democracy, Authoritarianism, and State Strength," in *European Journal of Development Research*, Vol.5, No.1, 1993, pp.6-34.
- Sorensen, Georg, *Democracy and Democratization: Processes and Prospects in a Changing World*. Third Edition. Boulder: Westview Press, 2008.
- Wolin, Sheldon S., *The Presence of the Past: Essays on the State and the Constitution*. Baltimore and London: The John Hopkins University Press, 1989.

Original anglais
Traduit par Christine Gauthier



Démocratie aux États-Unis et au Canada

David Eley, SJ Province canadienne anglaise

Marco Veilleux, Province canadienne française

Les auteurs examinent l'état de la démocratie aux États-Unis et au Canada; deux pays possédant des origines démocratiques bien distinctes. En premier lieu, ils font le portrait des caractéristiques principales de leurs évolutions historiques, Par la suite, ils soutiennent que la compétition entre des groupes aux positions irréconciliables – comme l'influence de groupes d'intérêts très puissants et de grandes multinationales – détruisent la démocratie. Ils présentent certaines des valeurs de ces démocraties et concluent en suggérant que l'établissement d'un gouvernement des États à travers le monde est nécessaire.

La démocratie nord-américaine est hautement admirée dans le monde. Celle-ci a été décrite comme un phare, placé bien en vue de l'ensemble de la planète, indiquant le chemin vers une meilleure façon de vivre. Depuis des siècles elle attire des gens de tous les pays du monde. Tout au moins cela s'avère véridique lorsque l'on considère le nombre d'immigrants, tant ceux qui possédaient des documents que ceux qui étaient sans papiers, qui ont tenté d'obtenir le statut de résident permanent et éventuellement de citoyen à part entière. La liberté et la démocratie parlent au cœur de l'homme. Elles pansent les blessures infligées par les épreuves difficiles. Cette attirance existe depuis plusieurs siècles.



Bien sûr les immigrants ne recherchent pas seulement la démocratie en tant que forme de gouvernement; bien que cela soit certainement désirable après avoir souffert sous la férule de régimes abusifs, militaires et autoritaires. Ils recherchent aussi les valeurs qui viennent avec la démocratie : la paix, la liberté, le respect des lois, la liberté d'expression de la religion, la liberté de presse, les opportunités d'emplois et d'affaires, etc. Les sociétés démocratiques sont enracinées dans la pratique de ces valeurs sociales; en un mot, justice pour tous.

Cet article tentera de présenter l'état de la démocratie aux États-Unis et au Canada. De prime abord, cela s'annonce être une tâche difficile puisque chaque pays possède une histoire propre ainsi que des traditions et des pratiques démocratiques différentes, et ce encore aujourd'hui. Ces deux pays paraissent semblables parce qu'ils partagent un même continent et que leurs populations parlent l'anglais avec un accent plus ou moins similaire¹². Ils possèdent aussi une

¹² Je n'ai pas ici l'espace pour développer cela dans le cadre de cet article, mais il faut mentionner qu'une grande différence entre les États-Unis et le Canada réside dans le fait que ce dernier est un pays officiellement bilingue.

économie relativement intégrée et constituent l'un pour l'autre le partenaire économique le plus important. Mais en tant que sociétés politiques, ils sont très différents. Dans ce court article nous aborderons certaines des choses qu'ils partagent et soulignerons, lorsque cela est important, certaines des différences majeures qui les distinguent.

En Amérique du nord, depuis ses origines coloniales, de très hauts idéaux ont été incorporés aux traditions démocratiques. L'Amérique du nord du dix-septième siècle était un mélange de peuples autochtones et de colonies françaises, espagnoles et anglaises. Un système de gouvernement autonome et responsable au sein des colonies a pris naissance avant même la révolution américaine de 1776. La Nouvelle Écosse a évolué au-delà des *Lettres de Commerce* vers un gouvernement civil durant les années 1730 et la Virginie, par exemple, a formé un gouvernement local et une participation populaire très forte y a été développée. Mais ces démocraties existaient dans des villes possédant une population locale relativement restreinte. Au début, les personnes se rassemblaient pour survivre, puis pour prospérer. La structure coloniale impliquait la présence, quoique distante, d'une autorité reconnue par tous, et exercée par le gouverneur; mais cette autorité était lointaine. La génération de la Révolution et de la constitution qui a suivi, a affirmé que la fondation de l'autorité politique était « Nous le Peuple. » La constitution articulait les grands idéaux du siècle des Lumières.

Après 150 ans de croissance et de prospérité sous le régime colonial, quelques-uns des objectifs principaux de la révolution consistaient en une démocratie participative, un plus grand engagement dans la gouvernance, une autorité exercée par et pour le peuple, et bien évidemment le contrôle du pouvoir de taxation. Ces idéaux, issus du siècle des Lumières, prônant le respect pour l'aspect moral de chaque être humain, ont été articulés en tant que fondements d'une nouvelle société, d'un nouveau pays. Mais l'une des conditions qui a contribué à la naissance de cette démocratie nouvelle, jeune et saine fut la disponibilité de bonnes terres arables pour une population en rapide croissance. Cette terre a été ravie aux peuples autochtones qui n'ont pas pris part à la nouvelle société naissante. La production agricole a augmenté et les nouvelles industries urbaines ont contribué à la prospérité. Les ressources étaient à portée de main; la terre était vaste et disponible, n'attendant que l'arrivée des immigrants.

Projetons-nous un instant 250 ans plus tard et posons un regard sur l'état de la démocratie actuelle. Lorsque nous nous penchons sur l'état de la situation aujourd'hui et que nous regardons le fonctionnement de ces démocraties, nous ne pouvons que constater une réalité très différente des idéaux du 18^{ème} siècle. Beaucoup des conditions présentes lors de la fondation de ces sociétés ont changé. Les préoccupations principales de la politique sont plus ou moins les mêmes depuis Aristote : la sélection et le remplacement des leaders, le rôle de la propriété privée, l'engagement actif des citoyens, la définition et la protection des droits ainsi que l'état de droit au lieu de l'exercice d'une autorité arbitraire. Toutefois la façon de mettre en œuvre ces idéaux, et surtout comment un citoyen peut y prendre part, a radicalement changé. Une partie de la réalité actuelle consiste tout simplement dans la taille des populations (USA : 330 millions, Canada : 34 millions). Ce qui était possible pour quelques milliers de personnes ne l'est plus pour quelques millions. La capacité et la détermination des personnes au plan local dans un comté électoral local ont cédé la place au pouvoir des partis politiques et à l'influence de la demande croissante pour de l'argent servant à faire des campagnes électorales et à développer des politiques pour finalement légiférer. Les médias jouent un plus grand rôle; auparavant c'était le journal, puis ce fut la télévision, la radio et maintenant c'est l'internet. Cela ne

L'anglais et le français ont le statut de langues officielles au Canada – il y a plus de 20% de francophones dans l'ensemble du pays. Et le Québec, province francophone du Canada et foyer de la francophonie en Amérique du Nord, est reconnu comme une nation à l'intérieur de la confédération canadienne.

fonctionne certainement plus, ni ne donne l'impression d'être régi par et pour le Peuple. Le gouvernement bénéficie encore de l'accord des gouvernés, mais les outils de détermination sont grandement transformés. En bref, le nombre croissant des participants et les sommes générées par ces plus grands regroupements ont transformé la mesure de l'engagement. Vu autrement, les riches et les corporations décident du gouvernement.

Le niveau de dissension parmi les options des partis a également augmenté presque jusqu'à un niveau dysfonctionnel. Cela relève de la nature même de la règle de la majorité en démocratie. L'un des principes fondamentaux de la démocratie, et peut-être son point faible, consiste en la règle de la majorité. Ce qui signifie que si 51% des gens (ou même moins) de la chambre des communes (législatif) votent en faveur d'une mesure, celle-ci est adoptée (à quelques exceptions près, lesquelles nécessitent un plus haut pourcentage). Ce qui signifie très souvent que 49% des gens n'ont jamais ce qu'ils veulent. Il en résulte que le respect pour le système de gouvernement sous lequel de nombreuses personnes doivent vivre avec des lois qu'elles ne désirent pas, s'est détérioré. En bref, la démocratie s'est affaiblie dans ses pratiques. Du temps de Georges Washington, il n'y avait pas de partis politiques. Les factions coopéraient pour le bien du pays. Au Canada, au début de la Confédération en 1867, il existait des élégances de parti, mais le processus parlementaire était respecté. Dans le cas tant du Canada que des États-Unis, mais surtout chez ce dernier, le système de partis s'est développé en divisions partisans très violentes, fondées sur des différences sociales et idéologiques. Ces mésententes sont si graves que le respect pour les procédures et les institutions du parlement (Congrès) s'effrite et que le gouvernement lui-même en est quelques fois paralysé. Certainement ce principe s'est érodé jusqu'à devenir dysfonctionnel. Les États-Unis ont voté de nombreux budgets pour faire face à la crise, et ce, plusieurs fois par année; tout cela principalement à cause de différences idéologiques. Le consentement des gouvernés a été réduit au point où le bien commun de la nation et de sa population ne sont plus prioritaires. Et parfois des compromis désolants et parfois malsains sont faits afin de pouvoir sortir de l'impasse. Et incroyablement, ce ne sont pas tant les divisions entre les riches et les pauvres ou le fossé existant entre les races, lesquels sont déplorables en tant que politiques, mais de nombreuses personnes votent à l'encontre de leurs propres intérêts. Par exemple, les gens votent pour diminuer les taxes à tous prix, même si cela entraîne l'affaiblissement de l'éducation, du transport et des services de santé dans leurs communautés. La démocratie fonctionne lorsque les personnes recherchent leurs meilleurs intérêts. Mais un grand thème anti-gouvernemental a émergé qui refuse l'interférence ou le rôle du gouvernement dans la vie de tout un chacun. C'est, je crois, une espèce de 'fichez-moi la paix' qui est profondément anti-démocratique.

Une partie de la responsabilité de cette division partisane appartient aux grandes corporations au sein du gouvernement; celles-ci par le biais de groupes de pression et des intérêts de compagnies nationales et internationales, visent à influencer le gouvernement afin que celui-ci facilite la maximisation de leurs profits. En fait, plusieurs compagnies internationales sont bien au-delà de la zone de contrôle de n'importe quel gouvernement national puisqu'elles ont structuré leur existence légale à l'extérieur du domaine d'un quelconque groupe national d'individus. Il s'agit de la division entre 'Wall Street' et 'Main Street', laquelle a été dramatisée durant la crise économique de 2008 et le Mouvement d'occupation de 2011 et 2012.

L'une des affirmations des politiques dans ces deux démocraties consiste en la définition et les attentes envers la nature de l'état lui-même. Cela est un des principes qui distingue un état fortement centralisé d'un état décentralisé. Mis autrement, c'est le conflit entre deux visions différentes; celle qui conçoit que tous les pouvoirs ont été conférés de manière inaliénable aux personnes en tant qu'individus et que l'État ne possède légitimement que les pouvoirs qui lui ont été donnés. Aux États-Unis par exemple, si j'ai le droit de me protéger moi-même, un droit conféré par Dieu, alors l'État ne peut pas m'empêcher de porter une arme. L'autre vision est

davantage constitutionnelle. Au Canada, ces tensions ont évolué à travers une histoire légèrement différente. Au Québec, par exemple, les traditions légales sont fondées sur le Code de Napoléon. En fait, la Cour Suprême du Canada a entendu des cas relevant tant du Code civil que de la jurisprudence de droit commun (Common Law). Selon cette vision, l'État a le devoir de délimiter tous les secteurs de la vie en fonction du bien commun et de limiter les droits des individus en conséquence. En pratique cela se réduit à la question de ce que le gouvernement offrira aux citoyens : services de santé ou non, éducation ou non, des routes et des moyens de transport ou non. Elle sépare ceux qui désirent une approche complètement privée et de libre marché pour répondre aux besoins sociaux, de ceux qui veulent que ces services soient offerts équitablement et justement aux groupes et aux régions et que ces services soient payés par les taxes. La litanie de 'ne jamais augmenter les taxes' et celle de 'malédiction de la médecine sociale' constituent les cris de guerre de ce débat.

Mais qu'advient-il du pauvre qui très souvent tend à être l'immigrant ou le réfugié ? Qu'advient-il des peuples autochtones qui ont perdu leurs terres pour permettre à ces démocraties de naître ? Franchement, selon l'opinion des auteurs, ceux-ci ne sont pas bien traités par les institutions et les structures démocratiques. Peut-être faut-il trois générations pour qu'un immigrant puisse trouver sa place et sa voix dans la société économique et politique. Le peuple autochtone a été affligé par des traités et des politiques d'auto-détermination (lesquelles sont très communautaires et démocratiques) mais qui les ont exclus des bénéfices de la société dominante.

Une autre lutte importante qui se déroule en ce moment mais qui ne fait pas l'objet de débats, du moins publiquement, est celle qui oppose les préoccupations pour le bien commun dans un sens élargi et les préoccupations pour le bien-être de l'économie. L'exemple le plus frappant de cette politique concerne l'exploitation des sables bitumineux d'Alberta. Des retombées économiques énormes et relativement immédiates se dressent contre les impacts écologiques pour le pays et la planète. Habituellement les compagnies ayant d'énormes moyens financiers pour faire pression arrivent à faire bouger le gouvernement en faveur du développement économique. Est-ce que la voix de la population se fait réellement entendre dans tous ces débats ? Je ne pense pas.

Toutefois cela fait ressortir un point fondamental à propos de la démocratie. Généralement les décisions ne sont pas prises par référendum populaire, mais par la majorité des délégués élus au parlement. Les parlementaires ne font que satisfaire les 37% des gens qui ont votés pour eux; et ces 37% s'assurent de garder les parlementaires en poste. Il y a bien eu des tentatives pour trouver une démocratie plus directe, le référendum en Californie en est un exemple qui contraste avec une démocratie représentative où les individus élus par la population sont en principe libres de déterminer le sens de leur vote lors de la présentation de projets de lois. Mais ce qui est en jeu ici c'est le rôle des citoyens dans la participation de la vie publique. Des groupes de pression et de lobbying sont créés pour essayer d'influencer les législateurs. Des comités offrent des audiences publiques où les citoyens ou des groupes peuvent aller promouvoir leurs points de vue. La presse publique joue, ici, un grand rôle, embrassant des causes ou exposant des faiblesses des lois. Cependant l'histoire récente suggère que ce sont les forces élargies et les acteurs corporatifs qui ramassent les bénéfices. Lors du sauvetage des banques au moment de la crise financière de 2008, ni les détenteurs d'hypothèques ni les propriétaires de maison n'y ont gagné grand-chose. De nombreux citoyens ont perdu leur maison et depuis, très peu de recours leur sont offerts.

Je ne voudrais pas m'attarder sur toutes les sources de mécontentement envers la démocratie moderne. Certaines de ses fonctions de base sont maintenues. Lorsque les personnes se présentent comme candidat à la présidence, la partie n'est pas gagnée automatiquement,

comme cela peut être le cas en Russie. Il s'agit d'une campagne véritable au cours de laquelle la population, généralement, décide. (Exception faite de l'année 2000). Le droit de la population d'être informé sur des questions publiques est assez fort. Le rôle de la presse est très actif dans la recherche et la diffusion de l'information dans un laps de temps approprié. La presse est mise en péril par l'industrie du spectacle, laquelle peut faire feu de tout bois avec l'information et les commentaires politiques et la transformer en matière première pour les satiristes de tout acabit. Malheureusement, de plus en plus de jeunes reçoivent leur dose quotidienne de nouvelles politiques transmises par la bouche d'un comédien, doué ou non, plutôt qu'à travers un journaliste compétent. L'analyse approfondie et la recherche méticuleuse du journaliste cèdent la place aux plaisanteries d'un rédacteur de scénario. En même temps, la pratique de la religion peut s'épanouir tout comme le pluralisme et la tolérance nécessaires pour vivre ensemble pacifiquement. Et bien que la violence existe en bien des endroits, la paix et la sécurité prédominent. Ces démocraties ont amélioré les vies de nombreuses générations de personnes, y compris leur bien-être économique. Elles ont été un succès.

Mais est-ce que notre démocratie aide à résoudre les véritables questions humaines de notre temps ? Des questions comme les guerres internationales incessantes, comme le mouvement croissant de millions de personnes en tant que réfugiés, des questions comme celle de la détérioration de l'atmosphère terrestre : ce sont là des questions mondiales. En fait, des preuves existent à l'effet que chacune de ces situations ont empiré sous le régime des gouvernements démocratiques, tout autant que sous celui des gouvernements non-démocratiques. Bien qu'il existe un consensus autour de la nature de ces questions, la population ne semble pas capable d'effectuer, à travers ses gouvernements, les améliorations dont le monde a besoin. La prochaine étape est la création d'une structure démocratique parmi les nations du monde, un système qui puisse aller au-delà des pouvoirs actuels des États-Unis.

*Original anglais
Traduit par Christine Gauthier*



La démocratie en Europe

Frank Turner, SJ

L'auteur met l'accent sur l'état général de la démocratie en Europe sans s'attarder sur une analyse détaillée de la situation dans des pays en particulier. Après une brève introduction sur les diverses manières de comprendre la démocratie, il analyse certaines anomalies de la démocratie à l'heure actuelle. De plus, il souligne la menace que le modèle financier et économique actuel fait peser sur la démocratie dans le contexte de l'économie mondiale d'aujourd'hui. Finalement, il soutient qu'une variété d'instruments est nécessaire afin de pouvoir s'assurer que la responsabilité politique puisse s'exercer au-delà des frontières nationales.

Introduction e typologies

Cet essai est une réflexion et non une enquête, qui couvre un thème dont l'ampleur est telle qu'elle pourrait remplir une encyclopédie. Je n'examinerai pas les valeurs démocratiques des états membres de l'Union européenne (UE) ou d'autres états européens, mais me concentrerai sur le niveau européen. Des exemples tirés d'affaires publiques dans des états spécifiques illustrent soit des tendances plus générales, soit représentent ce que je considère être l'erreur d'opposer certaines 'insuffisances démocratiques' de l'UE à la démocratie totale des États-nations.



Une typologie utile a été offerte par Norbert Brieskorn SJ au Congrès Eurojess en août 2005:

1. 'Démocratie directe': où le droit de prendre des décisions politiques est exercé par tous les citoyens, qui agissent conformément aux procédures de la règle de la majorité.
2. La démocratie 'indirecte' ou représentative: où les citoyens exercent ce droit à travers des représentants choisis par eux et qui leur sont redevables. Le célèbre discours de Gettysburg d'Abraham Lincoln mentionnait 'le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple' et qui n'est pas au-dessus de la loi.¹³ La démocratie 'libérale' ou 'constitutionnelle': où un gouvernement représentatif est exercé dans le cadre de

¹³ Le philosophe Eric Voegelin signale que cette expression célèbre, normalement attribuée à Lincoln lui-même, est empruntée au Prologue de la traduction de Wyclif de la Bible (1384), qui est présentée dans les termes suivants: 'Cette Bible est destinée au gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple'. Une des principales déclarations de la démocratie institutionnelle occidentale est profondément enracinée dans la tradition religieuse judéo-chrétienne. (Voegelin, *Demokratie im neuen Europa*, 1959).

restrictions constitutionnelles afin de garantir certains droits individuels ou collectifs aux minorités, tels que la liberté de parole et de religion.

3. La démocratie 'sociale' ou 'économique': où le gouvernement (qu'il soit démocratique ou non selon l'une des trois définitions précédentes) tend à minimiser les différences sociales et économiques.

Les modèles n'apparaissent jamais sous leur forme pure. La démocratie directe peut apparaître dans des démocraties 'représentatives' ou 'constitutionnelles', comme c'est le cas des référendums sur l'appartenance à l'Europe, bien que les groupes de pression pour ces référendums ont tendance à affirmer qu'ils sont *particulièrement* démocratiques. La 'démocratie' peut acquérir un sens plus plein, peut être par analogie, lorsque nous nous référons à la 'démocratisation' du lieu de travail ou du système scolaire, lorsque les décisions prises par les directeurs ou les gestionnaires sont le fruit d'une consultation authentique.

Le terme 'démocratie' (étatique ou non étatique) comprend donc trois niveaux: les accords institutionnels qui gouvernent la communauté concernée (les structures de scrutin, les codes et les procédures électoraux); l'éthos de la représentation politique (dans quelle mesure les structures formelles du gouvernement représentent-elles réellement la société qui les génère?); un accord qui gouverne la relation entre l'autorité politique et la vie sociale et économique plus étendue (la garantie de certaines libertés, des droits des minorités).

Comme Brieskorn le note ironiquement, 'les désaccords se multiplient au fur et à mesure que ces termes sont précisés'. Peu de citoyens américains qualifieraient leur pays d'antidémocratique, car la non-démocratie du travail est rare. (Ils peuvent bien sûr, être trop complaisants.) En second lieu, il est nécessaire de faire preuve d'un certain sens critique. La démocratie possède un certain prestige, et la revendiquer peut légitimer un système politique, peut-être même de façon tendancieuse. Troisièmement, une question sérieuse se pose qui sera discutée ci-dessous, qui consiste à savoir si le 'marché libre' est intrinsèquement antidémocratique en faisant de la politique une sphère secondaire de la vie sociale.

Les modèles et typologies sont naturellement pluriels. Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité, a récemment utilisé le terme 'profonde démocratie' pour décrire ses espoirs à l'égard de l'Égypte. En effet, elle a recadré certains éléments énumérés par Brieskorn en termes de 'surface' (peut-être un terme trop méprisant pour la structure institutionnelle de la société politique) et de 'profondeur':

'La démocratie concerne les votes et les élections - mais va également bien au-delà de cela. Ce que nous avons appris en Europe avec difficulté, c'est que nous avons besoin d'une démocratie profonde: respect pour l'état de droit, liberté de parole, système judiciaire indépendant et administration impartiale. Cela nécessite le respect des droits de la propriété et des syndicats libres. Il s'agit... de construire les bonnes institutions et d'adopter les bonnes attitudes. À long terme, la 'démocratie de surface' - le peuple qui vote librement le jour des élections et qui choisit son gouvernement - ne survivra pas si la démocratie profonde ne prend pas racine.¹⁴

Mme Ashton affirme que l'Europe a appris que nous *avons besoin* de cela. Elle ne prétend pas que l'Europe a *instauré* une profonde démocratie partout, bien qu'une seule nation pleinement européenne, la République du Bélarus, soit réellement exclue du Conseil de l'Europe, car elle est trop peu démocratique et ne respecte pas suffisamment les droits de l'homme. En effet, plusieurs états membres de l'Union européenne sont actuellement empêtrés dans des débats

¹⁴ Voir <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/feb/04/egypt-tunisia-eu-deep-democracy>. 4 février 2012.

publics concernant leurs pratiques démocratiques, et des questions embarrassantes pourraient être posées à d'autres états.

Quelques anomalies nationales

'Il existe une telle révérence pour Mario Monti que certains le comparent à Lucius Quinctius Cincinnatus, le patricien qui fut rappelé en service, après être parti à la retraite, pour sauver la Rome antique. Après avoir vaincu les ennemis, Cincinnatus rendit ses pouvoirs absolus et s'en retourna à la campagne, en refusant sa part de butin et de cadeaux. Ainsi, lorsque l'Italie était face au désastre l'année dernière, risquant une faillite causée par les marchés obligataires, M. Monti fut appelé à quitter son existence paisible en tant que président de l'Université Bocconi à Milan et sa position de sage sur les questions européennes. Nommé sénateur à vie, il remplaça le 16 novembre 2011, Silvio Berlusconi le dissolu. Il nomma un petit cabinet de technocrates et, en se nommant lui-même ministre des Finances, refusa le salaire de ses fonctions au cabinet.'¹⁵

Les cercles européens qui dépeignent Mario Monti en libérateur de l'Italie contre les caprices, la frivolité et l'incapacité de M. Berlusconi, montrent le degré d'estime dans lequel il est tenu. Il a été invité par le Président (lui-même élu par le Parlement) à former un gouvernement. Il est à la fois premier ministre et ministre de l'Économie et des Finances, et les ministres du gouvernement qu'il a nommés n'ont pas été élus non plus.

Malgré leur pieux tribut, les démocrates doivent s'arrêter ici. M. Monti semble devoir sa nomination, qui a eu lieu seulement indirectement à travers le système électoral, à l'espoir qu'elle rassurerait les marchés financiers.¹⁶ Bien qu'il doive affronter les élections en 2013, son gouvernement non élu exercera son pouvoir pendant plus d'un an, une période qui pourrait influencer fortement sur le futur de l'Italie.

Les questions qui se posent pour l'Italie s'appliquent encore plus sérieusement pour la Grèce. Lucas Papademos, Premier Ministre depuis novembre 2011, a été Vice-Président d'une Banque européenne de 2002 à 2012, et précédemment Gouverneur de la banque de Grèce à l'époque de l'entrée de la Grèce dans la zone euro, sur la base de données économiques que l'on savait tendancieuses (mais que l'UE elle-même n'a pas remises en question). Il n'a aucune expérience politique précédente. Il fut nommé à son poste quelques jours après que le Commissaire européen Olli Rehn eût déclaré que 'les ministres des Finances des dix-sept pays de l'Union qui utilisent l'Euro s'attendaient à l'annonce d'un gouvernement d'union avant leur réunion à Bruxelles' (le jour suivant), pour discuter des termes d'une opération de renflouement.¹⁷ Les élections devaient avoir lieu rapidement, en février 2012, bien qu'elles aient été repoussées jusqu'en avril ou mai. Pendant ce temps, le gouvernement 'technocratique' avait approuvé les réductions des salaires minimums, des retraites et des bénéfiques, suffisamment sévères pour avoir des conséquences humanitaires graves. De nombreuses familles, par exemple, seront maintenant incapables de payer pour les soins professionnels de leurs parents âgés et malades. Il n'est pas évident que de tels calculs aient été pris en considération par l'UE.

¹⁵ 'Mario, put on your toga', Charlemagne, qui écrit dans *The Economist*, mars 10, 2012.

¹⁶ Le nouveau gouvernement italien "est certainement meilleur que le précédent ... et je pense que le peuple a confiance en Mario Monti" déclara Paul De Grauwe, un économiste de l'Université de Leuven. "Le problème c'est que cela pourrait ne pas suffire pour satisfaire les marchés." Cependant, certaines personnes du parti de Berlusconi ont accusé M. Monti d'avoir 'organisé un coup d'état axé sur le marché' et tentent de forcer des élections anticipées et de retourner à un processus démocratique. *International Herald Tribune*, 16 novembre 2011.

¹⁷ *International Herald Tribune*, 6 novembre 2011.

La 'troïka' du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne, est devenue l'arbitre de facto du destin économique de la Grèce.¹⁸ La proposition, le 1^{er} novembre, du Premier Ministre George Papandreou d'organiser un référendum pour juger si de telles réductions étaient tolérables, suscita un tollé général parmi les membres de l'UE.¹⁹ Les citoyens grecs n'eurent pas droit à la parole, car il n'y avait pas suffisamment de temps: la Grèce risquait la faillite avant l'organisation du référendum. Entre-temps, l'incertitude – et les décisions des agences de notation de déclasser la dette grecque poussaient les taux d'intérêt à la hausse, rendant du même coup la dette encore plus onéreuse. (Ces taux, soit dit en passant, furent fixés par les institutions financières qui avaient précédemment parié contre la Grèce, contribuant ainsi à la crise.)²⁰ La Grèce est en grande partie responsable de sa propre situation, mais les financiers ont déterminé son sort. Dans cette phase critique, les désirs du peuple grec n'ont aucun autre moyen de s'exprimer politiquement (sauf à travers des émeutes).

Pourtant les problèmes sont moins simples. Même un des critiques les plus virulents a reconnu la nature intenable du *statu quo ante* des Grecs: allocations de préretraite anticipées et extravagantes, services publics pléthoriques, évasion fiscale généralisée.²¹

*'Que peut espérer une nation qui s'est révélée fondamentalement incapable de créer une communauté politique ? 'Nous sommes responsables de notre propre histoire'. Même si elle désire revenir aux temps d'avant la crise, 'lorsque nous vivions un mensonge', la Grèce en serait incapable. Les sondages... montrent que certains Grecs pensent qu'une administration technocratique serait préférable à une classe politique en disgrâce... ?'*²²

Que réservent les élections de 2012, si d'un commun accord la classe politique grecque est disgraciée et si la plus vaste communauté politique grecque est profondément déçue et malhonnête ? Quel parti politique pourra s'attirer une confiance publique suffisante pour mettre en œuvre le programme imposé de l'extérieur, lorsque le pays doit faire face à des mesures difficilement imaginables dans d'autres pays européens sauf en temps de guerre ?

Un troisième exemple, bien différent, de crise 'démocratique' est celui de la Hongrie. Son gouvernement élu en 2012 est en désaccord avec les institutions de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe sur un grand nombre de questions: des menaces alléguées à l'indépendance du système judiciaire, des médias, de l'autorité de protection des données et de la Banque centrale.²³ Le Premier ministre hongrois Victor Orban à son tour accuse les institutions européennes de traiter la Hongrie comme 'une colonie', comme si elle reproduisait la précédente domination soviétique. ('Nous avons bien l'habitude de ce genre d'aide non sollicitée, même si elle se présente en costume élégamment coupé et non en uniforme avec des

¹⁸ Democracy at a discount, EU Observer, 18 novembre 2011.

¹⁹ Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg, Président du groupe des ministres des finances de la zone euro a déclaré: 'Le Premier Ministre grec a pris cette décision sans en discuter avec ses collègues européens.' CBC News, 1er novembre 2011.

²⁰ http://www.nytimes.com/2010/02/25/business/global/25swaps.html?_r=1&em, New York Times, 24 février 2010

²¹ The Greek government's tax investigation agency was established in December 2009. Its head reported in August 2010 that his staff had used a helicopter to fly over the more expensive suburbs of Athens. Using satellite imagery they found 16,974 private swimming pools, as against 324 officially declared. In the first six months of 2010, €1.8 billion tax was recovered by this single agency. (Der Spiegel, 4th August, 2010).

²² Serge Halimi, 'La Grèce dans le chaos', Le Monde Diplomatique, décembre 2011, citant le philosophe et économiste franco-grec, Cornélius Castoriadis.

²³ Voir par exemple 'l'opinion' formelle de la Commission de Venise du Conseil européen, 19 mars 2012: [http://www.venice.coe.int/docs/2012/CDL-AD\(2012\)001-e.pdf](http://www.venice.coe.int/docs/2012/CDL-AD(2012)001-e.pdf)

épaulettes.') ²⁴ Malheureusement cette attitude de défi coïncide avec l'énorme besoin de la Hongrie en termes d'argent provenant de l'UE et du FMI. Au point où en sont les discussions actuelles, il ne s'agit pas de savoir dans quelle mesure les réformes constitutionnelles controversées de la Hongrie sont justifiées, mais plutôt de reconnaître la dispute qui sépare les institutions de l'UE et la nature démocratique d'un état membre.

Il existe en dehors de ces trois exemples, d'autres anomalies démocratiques qui apparaissent dans nombre d'états européens: en Russie, il s'agit de vivre dans ce qui a été nommé une 'démocratie dirigée' où M. Putin et M. Medvedev alternent sans heurts leur mandat à la tête de l'état, tout en exerçant un contrôle étroit sur toute opposition réelle et les médias; en République tchèque, un homme d'affaires fortuné contrôle à moitié le gouvernement municipal de Prague;²⁵ et en Belgique où la force de la conscience régionale est si forte que des systèmes électoraux séparés ont du mal à faire fonctionner un parlement national intégré.²⁶ On peut donc identifier au niveau national trois défis principaux: transformer la politique de certains états qui émergent avec difficulté d'un passé récent et qui étaient loin d'appartenir à des 'démocraties profondes' (Hongrie, Russie et autres pays); négocier les difficultés d'un État-nation à réconcilier des traditions et aspirations régionales divergentes (la Belgique, mais aussi l'Espagne, le Royaume-Uni, etc.); et soutenir la politique démocratique d'un état qui traverse une crise économique, où les réalités et forces transnationales (y compris l'UE elle-même) exercent des pressions intenses, à travers un paradigme économique largement internalisé tant par la classe politique que par le public général. Je me concentrerai sur ce troisième défi.

La mondialisation économique, et la lutte entre le monde de la finance et celui de la politique

D'après Aristote et Platon (dont la tradition s'étend jusqu'à et au-delà de Saint-Thomas-d'Aquin), la fonction politique implique une responsabilité qui assurera une vie satisfaisante qui ne se limite pas uniquement à la vie'. 'Un état qui en mérite le nom, et qui n'abuse pas de son nom doit se charger de la Vertu (c.-à-d. chez Aristote, 'l'excellence')' (Aristote, Politique, Livre III, 9). De ce point de vue là, Platon avait déjà vu que l'argent constituait une menace pour la politique. ²⁷

Dans son livre 'Sphères de la justice', Michael Waltzer soutient que la justice exige une société politique qui distinguera ce que l'argent peut acheter. Les employeurs peuvent acheter le temps et les compétences d'une personne, mais non les personnes elles-mêmes, car dans ce cas, il s'agirait d'esclavage. Ceux qui vont au tribunal peuvent légitimement (et peut-être tristement) s'assurer un avantage décisif en embauchant 'le meilleur avocat': mais ils ne doivent pas employer le juge. Les charges politiques ne peuvent être achetées, les citoyens ne sont pas

²⁴ Simon Taylor, European Voice, 16 mars 2012

²⁵ Roman Janousek est accusé d'être le Maire fantôme de Prague, qui vend les biens de la ville, manipulant des appels d'offres publics et supervisant d'immenses projets de développement (<http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-17521319>)

²⁶ La Belgique a atteint un record mondial indésirable entre 2010 et 2011, celui d'avoir survécu 510 jours sous un gouvernement intérimaire (tandis que les services publics de base, administrés par des gouvernements régionaux compétents, continuaient à fonctionner efficacement).

²⁷ Dans la République, Platon attribue un rôle strictement subordonné aux marchands au sein de l'état (leur dominance créerait une oligarchie et corromprait l'état). « Plus le peuple donne de la valeur à l'argent, moins il apprécie la vertu... lorsque la richesse et les riches sont valorisés dans une ville, la vertu et les personnes de qualité sont moins valorisées (République II, 371 & VIII 550-51).

autorisés non plus à vendre leurs votes, tout comme les fonctionnaires ne peuvent monnayer leurs décisions.²⁸

Avec la mondialisation, le pouvoir de l'argent acquiert une nouvelle force, menaçant parfois les distinctions établies par Waltzer. Cela ne veut pas dire que la globalisation soit intrinsèquement mauvaise (bien que cet argument ait été soutenu dans *Promotio Iustitiae* par Ambrose Pinto SJ).²⁹ Cela veut simplement dire que le pouvoir de la finance mondiale pose de sérieux défis à la démocratie. François Hollande, candidat socialiste à l'élection présidentielle, a déclaré récemment: « Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti. Il ne sera donc pas élu. Et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance ».³⁰

Le pouvoir des corporations qui réside au cœur de la mondialisation ne peut augmenter qu'en renforçant sa présence et son influence transnationales. Par des systèmes élaborés de filiales et de paiements de transfert, ces corporations relocalisent les profits, en réduisant ainsi les redevances fiscales globales. Elles réduisent leur redevabilité politique, exigent la dérégulation tout en maximisant leur influence politique: à travers des groupes de pression tels que 'Business Europe',³¹ ou en se servant du système des portes tournantes à travers lesquelles les politiciens ou les hauts fonctionnaires passent d'un poste de supervision à l'autre au sein d'industries qu'ils ont à peine supervisées.³² Avec suffisamment d'argent, les décisions politiques peuvent, jusqu'à un certain point, être achetées. Un 'registre de transparence' de l'Union européenne a commencé à répondre au problème perçu, bien qu'encore approximativement.

Le secteur financier - qui est de loin celui dont la croissance est la plus rapide au sein de l'économie mondiale - est opaque pour ceux qui l'observent de l'extérieur, pratiquement impossible à suivre dans une optique fiscale, s'efforce de croître et d'augmenter ses profits en s'isolant de toute fonction sociale qui ne le concerne pas personnellement, est contrôlé uniquement par les plus riches, à leur propre fin, et malgré tout, peut (comme l'a montré la crise économique de 2008) projeter ses pertes sur la communauté politique. Les états furent virtuellement forcés à sauver les banques, à leur propre détriment.³³

Le pouvoir politique de l'argent s'impose d'autres manières. Le système électoral des États-Unis est virtuellement fermé à tous ceux qui ne peuvent mobiliser les financements pour une campagne: à l'heure actuelle, Mitt Romney n'est pas seulement le candidat présidentiel le plus riche de l'histoire, mais il est dit-on plus riche que tous les candidats mis ensemble. Une décision de la Cour Suprême en 2010 a permis aux partisans milliardaires de dépenser des sommes illimitées d'argent des 'Comités d'action politique' théoriquement indépendants ou des 'Superpacs' pour soutenir le candidat de leur choix. Étant donné que ce soutien n'est pas gratuit, ces candidats menacent-ils la démocratie? Au cas où certains penseraient que Mitt

²⁸ Michael Walzer, *Spheres of Justice*, Blackwell's Oxford, 1983, pp. 103-08.

²⁹ Voir 'Globalisation and Faith-Justice: a debate' (La mondialisation et la Justice-Foi: un débat), dans *Promotio Iustitiae*, 2003/5 (81).

³⁰ *Courrier International*, No 1116, 22-28 mars. 2012.

³¹ <http://www.businessseurope.eu/Content/Default.asp?PageID=587>

³² Un rapport du FMI en novembre 2011, parle du succès étonnant de ces tactiques pour former les décisions politiques aux USA: il y a peu de raisons de croire qu'elles ont moins d'efficacité en Europe. 'Les trois Grands: Wall Street, Capitol Hill et K Street', Denis Igan et Prachi Mishra.

http://www.prachimishra.net/IM_lobbying%20and%20financial%regulation_MAIN%20TEXT.pdf. Pour l'Europe, voir les rapports de l'Observatoire de l'Europe industrielle (<http://www.corporateurope.org/>).

³³ En tant qu'élément clé des tentatives énergiques et désespérées de l'Europe pour sauver l'Euro, la Banque centrale européenne a prêté environ 280 milliards d'euros aux banques au taux de 1%, tandis que les prêts à un pays comme l'Italie atteignent 5% ou 6% (des taux poussés à la hausse notamment par les décisions des agences de notation elles-mêmes, à l'abri de tout contrôle politique efficace).

Romney n'a aucun équivalent européen (et donc que l'Europe est 'plus démocratique' que les USA), il suffit de se souvenir du pouvoir financier écrasant de Silvio Berlusconi, associé à son contrôle des médias, qui empêchait un examen en bonne et due forme de son gouvernement: son gouvernement était-il plus démocratique que celui de Mario Monti qui n'a pas été élu ?

Heureusement que des forces génèrent des contre-forces, et que le pouvoir de la finance mondiale génère maintenant une opposition nationale et supranationale. En Grande-Bretagne, la Commission Vickers, financée par le Gouvernement, a proposé une séparation entre les banques de proximité (qui servent directement les clients individuels et commerciaux), et les banques d'investissement qui ne doivent pas être secourues par la communauté en cas de faillite. Cela menace donc les banques transnationales existantes. Au niveau de l'UE, en mars 2012, la Commission européenne a publié un Livre Vert (une proposition préliminaire consultative) proposant des mesures pour contrôler le secteur des 'opérations bancaires de l'ombre' (entités telles que les fonds d'investissement spéculatifs qui ont encore à l'heure actuelle évité un contrôle politique efficace) qui valait 46 trillions d'euros en 2010: 25-30 % de l'ensemble du système financier, et la moitié du montant des avoirs bancaires généraux.³⁴ D'autres réglementations sont en cours d'élaboration pour améliorer la transparence et la surveillance des 'marchés moins réglementés' tels que ceux des dérivés, et les nouvelles pratiques telles que le courtage à haute fréquence'.³⁵ La Commission européenne propose une Taxe sur les transactions financières (à laquelle s'opposent les gouvernements comme celui du Royaume-Uni, qui protègent leur puissante industrie financière): afin de décourager la spéculation irresponsable et pour garantir que le secteur financier ne soit pas le seul à être exempté de contribuer à l'ensemble de l'économie.

En ce qui concerne le secteur des industries en général, en octobre 2011, la Commission européenne a publié une nouvelle politique promouvant 'la responsabilité sociale des entreprises' (CSR) - afin de garantir que les entreprises 'mettent en place un processus d'intégration des questions sociales, environnementales, éthiques et relatives aux droits de l'homme dans leurs opérations commerciales et dans leur stratégie de base, en collaboration étroite avec leurs actionnaires'.³⁶

Jusque dans les années 80, quelques décennies de croissance économique continue et de plein emploi ont fait croire aux populations de l'Europe de l'Ouest et des États-Unis (la situation était radicalement différente autre part) que le progrès économique était un 'droit' attaché à la démocratie. La tension entre les marchés et la démocratie a été habilement gommée. Lorsque la croissance diminua et que le chômage augmenta, les gouvernements se sont lourdement endettés afin de soutenir les services et les bénéfices publics, répondant aux attentes nationales tout en contractant une dette publique énorme. La crise économique poussa alors les gouvernements à secourir, au nom du bien commun, les institutions financières stratégiques, qui avaient auparavant insisté sur leur autonomie. Nous vivons donc au centre d'une lutte

³⁴ http://ec.europa.eu/internal_market/bank/docs/shadow/green-paper_en.pdf

³⁵ Les traders de haute fréquence ... préfèrent des tactiques consistant à introduire des commandes rapidement annulées, une technique surnommée "quote stuffing"... Selon cette proposition, les commandes doivent rester sur le marché pendant au moins 500 millièmes de seconde avant d'être annulées (!) et les traders qui annulent constamment leurs commandes devraient être pénalisés. (<http://www.euractiv.com/euro-finance/eu-lawmaker-turns-screw-ultra-fast-trading-news-511783>).

³⁶ http://ec.europa.eu/enterprise/policies/sustainable-business/corporate-social-responsibility/index_en.htm

Pour de nombreuses organisations de la société civile, le modèle CSR semble nécessaire mais insuffisant, étant donné que le cadre volontaire, manquant de valeur normative, ne contraint pas les compagnies à la redevabilité. Néanmoins, l'environnement commercial est en train d'évoluer. "Les parties prenantes" comprennent un nombre bien plus important d'actionnaires. Personne ne peut de nos jours affirmer, comme il y a un siècle que: 'Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique'.

triangulaire entre les marchés financiers, les états souverains et les régimes de réglementation transnationaux qui commencent lentement à répondre à la nouvelle situation mondiale.³⁷ Il est impossible de prévoir le résultat de cette lutte.

Cette discussion sur le régime de la finance met finalement en exergue la question beaucoup plus vaste du rapport entre la démocratie et l'égalité. L'expérience montre que la concentration du pouvoir économique compromet l'exigence démocratique en matière de dispersion du pouvoir politique. Cette notion est au cœur d'une polarité cruciale proposée par le Pape Jean-Paul II. Dans *Centesimus Annus* (1991), il oppose une 'économie de marché libre' à une 'économie libre'. Les gouvernements doivent:

Déterminer le cadre juridique au sein duquel les affaires économiques doivent être conduites, et ainsi sauvegarder les conditions préalables d'une économie libre, ce qui suppose une certaine égalité entre les parties, de telle sorte qu'une partie ne sera jamais assez puissante pour asservir l'autre (§. 15).

Lorsqu'un système économique devient absolu aux dépens d'autres dimensions de la vie humaine, 'la liberté économique' aliène et opprime alors la personne humaine (*Ibid*, §. 39).

La démocratie peut-elle évoluer pour survivre?

La seconde partie de ma démonstration s'est efforcée de montrer que face à la mondialisation économique, la portée de la responsabilité politique corrélée doit s'étendre au-delà du paradigme encore prédominant de l'État-nation. Cette crise de croissance est douloureuse, comme le montrent les luttes intergouvernementales au sein de l'UE, et les protestations des états contre 'Bruxelles'. Cependant, la conscience politique a déjà profondément évolué. La *polis* d'Aristote était une petite cité-état (par définition gouvernée par ses citoyens, bien que ces citoyens fussent une minorité réduite et privilégiée de sa population). La paix de Westphalie, 1648, consacra le droit de l'État-nation à être le seul souverain d'un territoire géographiquement limité. Cette domination permit de surmonter les maux causés par les conflits brutaux qui opposaient les seigneurs féodaux, mais ouvrit la voie à des conflits tout aussi destructeurs entre les nations concurrentes, comme ce fut le cas pour les 'guerres totales' du XXe siècle. Si l'on peut croire que l'attachement des populations aux nations dépend de leur conviction que la nation est l'arbitre pertinent de leur destin et de leur prospérité, les crises économiques et environnementales démontrent que cela est de moins en moins vrai.

Malgré leurs défauts, certaines structures fédérées – les Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce, etc. – semblent déjà indispensables pour la gouvernance transnationale. Cependant, elles sont principalement intergouvernementales, comme tout veto du Conseil de sécurité des Nations Unies le démontre. L'OMC peut exprimer des jugements contre les intérêts immédiats des nations les plus puissantes: celles-ci utilisent l'OMC principalement dans leur propre intérêt. C'est ainsi que *Caritas in Veritate* (2009) du Pape Benoît va jusqu'à proposer une 'véritable autorité politique mondiale' que détiendraient en partie les Nations Unies après leur réforme nécessaire (§. 67) de telle sorte que – pour citer la traduction anglaise dont les termes prêtent à sourire – 'le concept de famille des nations peut acquérir de vraies dents'.

L'UE est un projet plus radical que les Nations Unies. Il est sans précédent et unique. En principe, et dans le meilleur des cas, l'UE permet aux États de transcender leur identité nationale et leurs intérêts en exerçant leur autorité politique avec d'autres états; et en établissant des accords économiques qui incarnent une attention transnationale à l'égard des plus faibles. Bien que l'UE ne soit pas toujours à la hauteur de ses aspirations, l'aspiration en

³⁷ Les marchés dirigent maintenant le monde', Wolfgang Streek, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2012.

elle-même, de construire par consentement un nouveau type d'organe politique approprié aux réalités transnationales du monde moderne qui ne sont ni simplement économiques ni simplement hiérarchiques, est remarquable.

Il est donc hors de propos de qualifier l'UE 'd'antidémocratique'. Une telle accusation dérive de deux sources: son éloignement des préoccupations quotidiennes des populations et sa complexité inhérente. Aucune des suggestions n'est fautive, mais aucune d'elles n'est absolument convaincante. Il serait étrange d'affirmer que l'UE est plus éloignée des 500 millions d'Européens que ne le sont les 1 200 millions d'Indiens du gouvernement démocratique de leur unique état. En second lieu, bien que la complexité des interactions entre 'communauté' et principes intergouvernementaux, ³⁸ est indéniable, elle n'est pas nécessairement plus impénétrable que la gouvernance à plusieurs niveaux de la Belgique (un état de moins de 11 millions d'habitants) que j'ai déjà mentionné. La conscience que l'UE a de ces difficultés soutient les mécanismes élaborés de participation, tels que 'L'Initiative des citoyens'.

Le vrai déficit démocratique provient selon moi, de mesures pragmatiques adoptées sous pression, par exemple, de la crise financière, et dans le cas des demandes faites à la Grèce par la 'troïka' dont nous avons parlé précédemment. Mais ce cas n'est pas nouveau. Dans les années 80 et 90, 'les Fonds d'ajustement structurel' fournis par le FMI et la Banque mondiale aux pays en développement étaient assortis d'exigences demandant aux pays bénéficiaires de mettre en œuvre des politiques de privatisation et de dérégulation, sans mandat démocratique. Nous remarquons plus facilement ce processus et nous nous en indignons lorsque les Européens en sont à la fois les victimes et les juges.

L'accusation de déficit démocratique est parfois caricaturale, cependant mise à mal par les gouvernements nationaux qui s'accrochent au statut absolu qu'ils ont hérité du modèle de Westphalie. Si nous affirmons la primauté de la politique sur l'économie, et si nous reconnaissons que la mondialisation économique échappe au contrôle politique des États-nations, il est alors évident qu'il nous faut plusieurs instruments pour incarner l'exercice transnational de la responsabilité politique.

Conclusions

Nous faisons face non seulement à une crise économique, mais également à une crise environnementale et au changement climatique. Ces crises exigent que les gouvernements partagent leurs pouvoirs souverains, et qu'ils renoncent à leur autorité unilatérale sur leurs populations. Ce pas attirera rarement un assentiment populaire, étant donné que les mesures nécessaires sont *a priori* déplaisantes. On peut donc dire que l'association de la crise économique et de la crise environnementale génère une crise démocratique.

Pierre Rosanvallon a pris en considération cette question dans son livre *La Contre-démocratie: la politique à l'âge de la défiance* (2006). Nous nous trouvons dans une société à risques bien moins stable qu'autrefois, et il n'est donc pas surprenant que l'on ait moins confiance dans les 'modèles démocratiques classiques' du suffrage universel. Rosanvallon parle de contre-courants dans une société qui expriment une sorte de méfiance générale à l'égard de la politique. ³⁹Mais si nous affirmons par exemple que la démocratie ne concerne pas essentiellement le 'vote' mais principalement la redevabilité des décideurs politiques vis-à-vis de ceux qu'ils représentent, il

³⁸ Pour d'autres détails voir Frank Turner, *Thinking Faith: 'Does the European Union need a Constitutional Treaty?'* (January, 2008: http://www.thinkingfaith.org/articles/20080118_6.htm).

³⁹ Le journaliste politique anglais Jeremy Paxman, célèbre pour ses entretiens télévisés caractérisés par la confrontation avec des hommes politiques, a déclaré, en plaisantant à moitié, qu'il avait toujours une idée derrière la tête qui structurait son entretien: « Pourquoi ce salaud me ment-il ? » Il est dans l'air du temps.

est alors possible que d'autres formes de critique et de surveillance ne soient pas 'contraires à la démocratie' mais qu'elles constituent plutôt une 'contre-démocratie': une forme de surveillance nécessaire. Les grèves et les démonstrations (comme les émeutes en Grèce mentionnées précédemment) peuvent dégénérer en populisme destructeur dépourvu de vision positive. Mais il est faux de suggérer que les populations en général ont été anesthésiées et rendues passives et dépolitisées par la télévision et la publicité.

La démocratie impose des exigences sur chacun de nous, des exigences qui ne se limitent pas à ceux qui ont un rôle institutionnel défini. ⁴⁰ L'Europe d'aujourd'hui doit pouvoir exprimer cet état d'esprit aux niveaux local, national et supranational: pas uniquement au nom des citoyens (Michael Walzer a suggéré que la tyrannie des citoyens sur les non-citoyens est sans doute la forme la plus commune de tyrannie de l'histoire de l'homme) ⁴¹, ni au nom de l'Europe, mais pour le bien commun, le bien sans limites de nations ou de continents.

Original anglais
Traduit par Elizabeth Frolet

⁴⁰ The New Science of Politics (Chicago, 1952).

⁴¹ Spheres of Justice, p.62.



La route chancelante menant à la démocratie en Amérique Latine

Alejandro Angulo Novoa, SJ

L'auteur pose un regard sur les inégalités enracinées dans la culture et qui souvent transcendent l'organisation politique – des inégalités qui constituent la principale source des problèmes de gouvernance en Amérique latine. L'article met l'accent sur une analyse éthique. L'auteur examine le pouvoir 'de facto' de certains groupes, lequel domine la société et conduit à des inégalités sociales, économiques et politiques. Finalement, il suggère qu'un renouveau spirituel et la défense des plus faibles constituent des façons pour la Compagnie de Jésus d'apporter une réponse à ces défis.

La démocratie en Amérique latine, titre l'Organisation des États Programmes des Nations (PNUD) en 2011⁴² - fait face participation politique pour représentation, (2) tant que république de regard mutuel et des politique, et (3) la faiblesse correspond à une vision fait les racines de notre "non-gouvernabilité" se retrouvent dans les inégalités culturelles héritées de la colonisation européenne et elles touchent à beaucoup plus que l'organisation politique. Cette inégalité non seulement sape l'organisation républicaine des 18 États latino-américains, mais condamne la majorité de la population à la pauvreté réduisant le concept de démocratie à une véritable moquerie. Les peuples affamés n'ont aucun pouvoir politique. Le rapport reconnaît cette inégalité, fondée sur des injustices du passé, mais s'attardent davantage à étudier les conséquences politiques au lieu d'identifier les causes culturelles et éthiques de ce phénomène⁴⁴. C'est pourquoi ces recommandations mettent l'accent sur les mécanismes formels nécessaires à la résolution des problèmes inhérents aux trois défis identifiés plus haut. Ces mécanismes sont essentiels et, en grande partie, ont déjà été mis en place dans le sous-continent. Toutefois ils fonctionnent mal ou pas du tout.



latine – ou *Notre démocratie en* employé par le rapport de américains (OÉA) et le Unies pour le développement à trois grands défis: (1) la résoudre le problème de l'organisation de l'État en possédant des paliers de indépendants avec un droit mécanismes de responsabilité du système étatique⁴³. Ceci technique du problème. En fait les racines de notre "non-gouvernabilité" se retrouvent dans les inégalités culturelles héritées de la colonisation européenne et elles touchent à beaucoup plus que l'organisation politique. Cette inégalité non seulement sape l'organisation républicaine des 18 États latino-américains, mais condamne la majorité de la population à la pauvreté réduisant le concept de démocratie à une véritable moquerie. Les peuples affamés n'ont aucun pouvoir politique. Le rapport reconnaît cette inégalité, fondée sur des injustices du passé, mais s'attardent davantage à étudier les conséquences politiques au lieu d'identifier les causes culturelles et éthiques de ce phénomène⁴⁴. C'est pourquoi ces recommandations mettent l'accent sur les mécanismes formels nécessaires à la résolution des problèmes inhérents aux trois défis identifiés plus haut. Ces mécanismes sont essentiels et, en grande partie, ont déjà été mis en place dans le sous-continent. Toutefois ils fonctionnent mal ou pas du tout.

⁴² Notre démocratie / Programme des Nations Unies, Secrétaire général de l'Organisation des États américains – Mexique.

⁴³ Ibid. p. 5

⁴⁴ Ibid. p. 15

À l'encontre de l'approche du rapport, nos objectifs priorisent l'analyse de la crise éthique à travers une réflexion sur des approches pédagogiques pour faire face à la crise. Cette approche est fondée sur des principes directeurs établis par la Compagnie de Jésus pour son apostolat: (1) la promotion de la justice au service de la foi et (2) l'option préférentielle pour les plus pauvres parmi les pauvres.

Pour atteindre nos objectifs, nous examinerons tout d'abord l'analyse entreprise par les entités internationales de manière à pouvoir tirer des conclusions concernant notre apostolat.

Une citoyenneté tronquée

Dans la vision technique mise de l'avant par l'OÉA, les "difficultés pour étendre les droits des citoyens ainsi que les obstacles créés par les concentrations du pouvoir politique" sont présentées comme des défis, une fois que nous laissons derrière l'autoritarisme militaire⁴⁵. Cette vision semble en quelque sorte confuse lorsqu'elle ignore le pouvoir omniprésent des militaires lequel ne constitue que l'un des "pouvoirs *de facto*" auquel le document fait référence. Le simple fait d'avoir éliminé les formes les plus primitives des dictatures militaires ne signifie pas d'emblé que le militarisme a été vaincu. En Amérique latine, et certains pourraient dire dans l'ensemble des Amériques, les militaires continuent d'être un État dans l'État. Plusieurs des promesses électorales du Président Obama n'ont pas encore été respectées parce que le Pentagone refusait d'acquiescer, comme on peut le voir avec la situation avec Guantanamo.

Ce simple recours à la violence, que cela soit via une intervention militaire pour le maintien de l'ordre public ou que ce soit l'expression ordinaire de la "brutalité policière", reste une partie essentielle de la nature même du monde capitaliste. Cependant ce phénomène est particulièrement puissant dans les Amériques, du Détroit de Bering jusqu'en Patagonie, où il prend des dimensions hors de toutes proportions: au point où le rapport soulève avec cynisme la question suivante: ...quel niveau d'insécurité, d'anarchie, de pauvreté et d'inégalité une démocratie peut-elle supporter?⁴⁶ Mais il ne demande pas combien de soldats sont nécessaires à une démocratie ayant carte blanche pour accumuler un capital financier.

Le fait que dans une "démocratie tronquée" la réalité peut éviter de tenir compte des violations des droits humains et de leurs causes est à la source de la détérioration de la conscience morale du peuple latino-américain; une conscience qui approche un niveau d'indifférence alarmant; par exemple envers les victimes des soi-disant 'conflits sociaux armés' en Colombie. Cela se reflète par les tragédies réelles des peuples autochtones et les personnes de race noire, dans les pays où ces groupes forment des groupes ethniques minoritaires. On pourrait généralement considérer cette insensibilité sociale comme étant de l'indifférence des personnes privilégiées envers la majorité pauvre. Bien que les racines de ce phénomène puissent être trouvées durant la période de colonisation, aujourd'hui ce système de classes aux fortes connotations de racisme est bel et bien vivant et se porte trop bien.

Néanmoins, en mettant l'accent sur la citoyenneté et la concentration du pouvoir, le rapport de l'OÉA touche au nerf de la guerre. La citoyenneté dans la plupart des pays latino-américains n'existe vraiment que sur papier. Le concept de citoyenneté est une fiction juridique qui dépend entièrement de la règle de droit. Mais la règle de droit constitue le talon d'Achille des démocraties latino-américaines. La règle de droit ne peut pas être considérée comme faisant partie de la réalité sociale dans les pays qui sont affligés des pouvoirs 'de facto'; il s'agit là d'une

⁴⁵ Ibid. p. 35

⁴⁶ Ibid. p. 35

contradiction en soi. Dans ces conditions, l'édification du Royaume de Dieu prend un caractère d'urgence.

Le premier pouvoir "de facto" sont les présidents qui 'légifèrent'. Le rapport démontre comment, parmi les pays possédant des données disponibles sur l'utilisation des pouvoirs extraordinaires par leurs présidents respectifs, l'Équateur et le Venezuela y ont eu davantage recours, soit à huit reprises, suivi par l'Argentine et le Brésil en plusieurs occasions puis la Colombie à cinq reprises. Cela illustre le degré de concentration de ce genre de pouvoir dans la région, ainsi que l'incapacité dans ces pays de mettre en place un système de freins et de contrepoids, lequel constitue le fondement de la démocratie.

De même, un aperçu des réformes des constitutions respectives confirme que ce processus n'est pas une caricature, puisque chaque réforme, dans le contexte social actuel caractérisé par l'injustice et l'inégalité, jette un voile d'incertitude sur la charte des droits de citoyens. Dans le tableau suivant, le rapport de l'OÉA utilise un index de 0 à 3 comme indicateur de l'état des droits civiques fondamentaux ; lequel met en évidence la différence significative existant entre l'Amérique latine et l'Europe occidentale.

Année 2000	Liberté d'expression	Liberté d'association	Droits des travailleurs	Droits économiques fem.	Droits sociaux fem.
Amérique latine	1,39	1,67	0,72	1,33	1,39
Europe de l'Ouest	1,71	1,81	1,77	2,15	2,62

Ce premier pouvoir de facto créé un désordre au sein du système légal. Par ailleurs, les autres pouvoirs opèrent davantage aux marges de la loi ou carrément hors la loi. D'une perspective éthique, il n'y a aucun doute que les abus des puissants ne sont pas seulement immoraux, mais aussi illicites. Et pourtant, les puissants considèrent leurs actions comme étant légales puisqu'en violant les principes d'équité et de justice, ils se rapprochent de leur propre définition approximative de la limite de la légalité, le tout appuyé par leurs privilèges mal acquis.

Le deuxième pouvoir de facto - que je n'ai pas mis en première place afin de ne pas altérer la source de l'information - est constituée des puissants groupes économiques, des hommes d'affaires et du secteur financier. Un sondage, entrepris par le Programme de développement des Nations Unies en 2004, rapporte que 79% des personnes interrogées étaient d'accord pour dire que ces groupes possédaient le plus de pouvoir. Les médias constituent le troisième pouvoir de facto et a été identifié comme tel par 65% des personnes interrogées. Si l'on considère que la plupart des personnes approchées par le sondage provienne des strates supérieures de la société et des cadres supérieurs, on comprend que la distinction faite entre les gens d'affaires et les médias est en réalité fictive. Toutefois, cela fait partie des mythes démocratiques des ploutocraties. Les médias en Amérique latine, comme dans le reste du monde, sont les outils des détenteurs de capitaux. Dans le sondage, l'Église a été mentionnée en troisième place par 48% des personnes. Si l'on considère l'énorme pouvoir détenu par les Églises chrétiennes ainsi que la prévalence de l'Église catholique, on peut s'interroger sur la signification pratique de "l'option préférentiel pour les pauvres" que l'on retrouve un peu partout à travers les récents documents de l'Église. En sixième place, 26% des répondants ont identifié des groupes illégaux comme étant les plus influents: mafia, trafiqueurs de drogues, la guérilla et les groupes paramilitaires. En dernière position se retrouve la société civile avec 12,8 % des répondants. Il vaut la peine de mentionner la position des groupes de la société civile afin de mieux comprendre la démocratie en Amérique latine. Mais c'est encore plus révélateur que

la perception du pouvoir des groupes illégaux était partagée par plus d'un quart des personnes interrogées, considérant qu'en tant que pouvoir de facto, celui-ci exerce une très grande influence, surtout si l'on prend en considération que le pouvoir des trafiqueurs de drogues est connecté clandestinement au pouvoir du capital, avec lequel il forme une alliance obscure, mais terriblement réelle et efficace.

La contradictoire concentration du pouvoir dans la sphère officielle ainsi que sa dispersion correspondante parmi les groupes exerçant un pouvoir de facto a engendré une pauvreté sociale, économique et légale endémique au sein des démocraties latino-américaines. Le rapport de l'OÉA, suite à un débat controversé, conclue que les États latino-américains ont repris en main la responsabilité et le pouvoir et ont développé leur capacité institutionnelle, mais elles ont aussi assumé des "rôles inappropriés (par exemple: la production de biens et services)⁴⁷" On y fait la profession de foi libérale et on engage dans le débat de la taille de l'État -le rapport tend à montrer qu'on s'achemine vers un appareil étatique plus petit et plus efficace - avec comme objectif de ne pas trahir notre foi dans le capitalisme. De plus, le tout est combiné avec la foi dans la soi-disant capacité du libre marché à résoudre les problèmes et répondre aux besoins fondamentaux. Le rapport se prononce de manière erronée sur le fait que le marché peut permettre la distribution efficace des biens et services. Toutefois, tout de suite après, il admet justement que les échecs des marchés privatisés quant aux services sociaux ont fini par causer davantage de segmentation des systèmes et que les agents de ces systèmes tendent à se spécialiser dans les segments les plus aisés de la société, comme cela est arrivé avec la santé, l'éducation, etc.

Cette contradiction constitue un élément essentiel de la conception des capitalistes libéraux, qui forment une des classes privilégiée dans nos pays, et qui croient que l'accumulation de richesses⁴⁸ requiert l'existence d'une population pauvre et exploitable. Les données suivantes en sont la preuve. La distorsion cosmétique de la réalité de la pauvreté est un indicateur que les valeurs d'humanité sont des denrées rares et que le peu de personnes qui les possèdent capitulent devant la cupidité et l'arrogance du pouvoir.

Une société tronquée

Un indicateur significatif de l'inégalité, à la base de l'organisation sociale, consiste en la précarité croissante de l'emploi. C'est un sujet d'inquiétude majeur, puisque les emplois dignes et honorables sont une des sources de sécurité pour la population et par ricochet pour l'humanisation de la société. En plusieurs endroits, les politiques étatiques ont été adaptées pour faciliter le recrutement sans avoir à payer de contribution sociale ou offrir une protection d'emploi. Nous y faisons référence comme étant la précarité croissante du marché de l'emploi; les acteurs typiques étant les coopératives d'employés. C'est le nouveau nom pour la gestion de l'esclavage; la création d'agences légales, hostiles à toutes formes d'emplois décents et dont les activités incluent souvent la persécution des syndicats. Ceux qui sont responsables de cette persécution n'hésitent pas à ressortir à l'assassinat des membres des syndicats.

Pour avoir une idée de la situation du point de vue des Nations Unies, on peut utiliser l'index de développement humain fondé sur la combinaison d'indicateurs qui comprennent l'espérance de vie à la naissance comme étant une bonne mesure d'une bonne santé, les années de scolarité comme mesure de l'éducation ainsi que le revenu par capita comme mesure du pouvoir d'achat. Selon ces indicateurs, auxquels on peut référer comme étant la "niveau de vie", nous voyons l'Argentine et le Chili comme jouissant d'un niveau très élevé de développement

⁴⁷ Ibid. p. 138

humain, l'Uruguay, Cuba, le Mexique, Panama, le Costa Rica, le Venezuela, le Pérou, l'Équateur, le Brésil et la Colombie possèdent un niveau de vie élevé; la République dominicaine, le El Salvador, le Paraguay, la Bolivie, le Honduras, le Nicaragua et le Guatemala ont un niveau 'moyen' et Haïti a le niveau le plus bas de développement humain. Mais on doit regarder de plus près la signification réelle des ces niveaux.

Sur les 187 pays qui sont examinés par le rapport des Nations Unies, ceux de l'Amérique latine se trouvent, dans leur ensemble, entre la 44ème position, occupée par le Chili, et la 158ème position, occupée par Haïti; en d'autres mots, il y a 43 pays avec un indice de développement humain supérieur au Chili et 29 États avec un indice inférieur à celui d'Haïti.

En terme d'éducation, un indice de développement humain très élevé signifie que le niveau de scolarité se situe entre 12,6 ans et 7,3 ans, un niveau élevé: entre 12,1 et 5,5 années; un niveau moyen: entre 10,7 et 2,3 années; et un niveau faible: entre 7,2 et 1,5 années de scolarité.

En termes de moyens de subsistance, en Amérique latine il y a 134 millions de personnes qui survivent avec moins de \$4 par jour et 77 millions survivent avec moins de \$2 par jour. Un signe de cette misère se reflète dans le taux de mortalité infantile, soit 19 décès par 1000 naissances vivantes sur le continent, 32 pour les Caraïbes, 18 en Amérique latine, 17 en Amérique centrale. L'espérance de vie à la naissance oscille entre 76 ans en Amérique centrale, 74 ans en Amérique du sud et 72 ans dans les Caraïbes. En Bolivie cela descend à 67 ans et en Haïti à 62 ans. Le pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable est de 97% en zone urbaine et de 80% en zone rurale. Selon les Nations Unies, l'Index, malgré toutes ses limites, démontre bien que l'Amérique latine en est à un stade intermédiaire dans son développement humain. La même chose peut être dite de l'état de la démocratie tel que mesurer conventionnellement. Cela a mené à un changement de focus de l'aide humanitaire qui s'est davantage tournée vers l'Afrique où les indices de développement humain sont nettement plus bas. Toutefois, comme en fait foi la situation des droits humains, ce niveau intermédiaire engendre un coût social très élevé.

L'aide internationale constitue une autre de ces expressions éloquentes qui sonnent creux. La réalité c'est que l'aide internationale prend la forme de multiples interventions allant de l'aide humanitaire jusqu'au renforcement contradictoire des armées des différents pays. On n'aborde jamais le trafic international des armes dans les hautes sphères décisionnelles.

Ces sociétés, comme celles que nous venons de voir, sont politiquement faibles à cause de leurs inégalités intrinsèques; elles sont vulnérables à cause de leur grande pauvreté et tout cela les rend instables à tous les niveaux existentiels. « L'aide étrangère liée » a produit des effets regrettables non seulement au niveau politique et économique mais surtout dans le domaine de l'éthique, celle-ci a sapé l'autonomie des organisations qui auraient pu développer leur créativité si elles n'avaient pas été soumises au copinage des financiers capricieux et sans vision à long terme.

À ce point-ci notre réflexion doit examiner scrupuleusement la manière dont les ententes d'assistance tant privées que gouvernementales ont été mises en œuvre, supervisées et terminées. Nous devons rester lucides dans la distinction entre les bénéfices et les pertes pour notre apostolat social lorsque nous acceptons de l'aide qui est assortie à des conditions.

En bref, la dignité humaine- telle que comprise dans le cadre de l'État constitutionnel - est incompatible avec les inégalités sociales, économiques et politiques. C'est pourquoi, nous avons examiné, quoique brièvement, l'état des droits humains parmi nous.

Droits tronqués

Le rapport de 2011 d'amnistie Internationale est éloquent. La défense des droits humains continue d'être une activité dangereuse dans une grande partie de la région. Par exemple, les activistes au Brésil, en Colombie, à Cuba, en Équateur, au Mexique et au Venezuela restent les cibles d'attentats, de meurtres, de menaces, de kidnappings et d'actions judiciaires arbitraires. Il existe quelques mécanismes de protection en Colombie et au Brésil, mais leur efficacité, comme au Mexique, est loin d'être satisfaisante.

Bien que la population d'origine autochtone se soit vigoureusement organisée à travers les Amériques, les violations des droits humains continuent et l'impunité des responsables est nettement plus élevée lorsque celles-ci sont faites contre un autochtone que si elles visent un non-autochtone. La prolifération de l'industrie agroalimentaire, l'expansion massive de l'exploitation minière, les mégaprojets, comme les grands barrages et les autoroutes, mettent en péril la survie économique des petits paysans, mais avant tout celle des populations autochtones et des afro-américains qui sont en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Guatemala, à Panama, au Paraguay et au Pérou. Des populations entières sont menacées, harcelées, évincées de force, déplacées et assassinées.

Au cours des dernières années, il y a eu plusieurs manifestations contre les politiques gouvernementales en lien avec les besoins sociaux et environnementaux de l'ensemble de la population: accès à la terre, éducation et autres services publiques. En 2011, les manifestations en Équateur ont repris de plus belle et revêtent un caractère de plus en plus menaçant.

Au Mexique, en Amérique centrale, au Brésil et dans les Caraïbes les violations contre les droits humains ont lieu dans les quartiers pauvres des villes et sont commises par des criminels et les forces policières. En Colombie les habitants d'un grand nombre de zones rurales endurent les pires abus de la main des trafiquants de drogues, de la guérilla et des militaires, le tout aggravé par le fait que les forces de sécurité appuient systématiquement les groupes paramilitaires. Cette stratégie met en lumière le niveau de corruption qui non seulement afflige les forces de sécurité, mais s'étend à l'ensemble du panorama social et politique.

Selon les chercheurs d'Amnistie internationale, les gouvernements refusent de prendre des mesures pour contrôler cette corruption et sont portés à utiliser les armes contre ce fléau. De notre point de vue, ce mal ne peut être guéri par l'usage de la force. Le résultat concret de cette stratégie n'est autre que la prolifération des violations des droits humains, dont, en autres, les exécutions extra-judiciaires déguisées comme étant des 'morts au combat', une situation doublement perverse. Dans le cas de la Colombie, ceux qui sont responsables de ces actions ont fréquemment été récompensés par des promotions et des avantages internes. Pas plus le Mexique que le Brésil ou la Colombie n'ont réussi à contrôler leurs forces de sécurité, et ce malgré plusieurs efforts dans ce sens. En général, l'impunité, et encore plus dans le cas des militaires, a fait en sorte que la défense des droits humains – en plus des risques mentionnées plus haut- est devenue une activité suspecte aux yeux des sociétés qui sont désinformées par les médias de masse et fait en sorte également que les défenseurs des droits humains sont considérés comme des ennemis de l'ordre public et dans le pire des cas comme des cols-blancs terroristes.

Dans cet environnement désolé et teinté d'ignorance et de mépris pour les droits humains, les femmes et les enfants sont ceux qui souffrent le plus. Pourtant il n'existe pas encore une compréhension des effets de cette violence à l'encontre des nourrissons, des petits enfants et des femmes.

Cette violence s'étend de l'abus sexuel et une violence fondée sur le genre jusqu'à une violence anti-femme comme arme de guerre.

L'apostolat social

La réponse de la Compagnie de Jésus aux défis auxquels font face nos populations prend plusieurs aspects et dans plusieurs cas frôle l'héroïsme, ce qui sied bien à la complexité du problème. Les difficultés ont été analysées sous tous les angles et les actions correspondantes qui ont été prises, adaptées aux particularités de chaque pays, ont souvent causé de sérieuses répercussions pour les personnes engagées dans leur mise en œuvre, et ce, souvent jusqu'au martyre.

Cela nous amène vers une première conclusion: la défense complète et totale de la dignité humaine est une priorité, tout en étant la marque distinctive des Jésuites. Nous sommes les héritiers de la période humaniste. Par opposition, nos sociétés trouvent difficile d'échapper au matérialisme, lequel réduit les êtres humains à l'état d'objet; les hégémonies économiques et politiques du monde d'aujourd'hui tendent vers une mécanisation sans âme qui robotise les hommes et les femmes et les réduit à l'état d'esclave de leurs machines. La réponse, sans aucun doute, est la spiritualisation. Il y a quelques années, Ricardo Antoncich SJ nous a exhortés à cultiver la libération spirituelle. Dans ce domaine là, notre charisme original est idéal ; il est nécessaire d'attirer le monde vers la contemplation pour obtenir l'amour. Cela signifie évidemment la purification personnelle et sociale que le Père Ignace décrivait dans son œuvre.

La seconde conclusion c'est que cette défense de l'humanisme, comprise comme étant une très grande préoccupation pour la dignité humaine, a sa propre priorité: la défense des plus faibles. Nous avons déjà vu comment l'Amérique latine est affligée par d'énormes inégalités, les violations scandaleuses des droits humains de nombreux groupes et la presque totale impunité des responsables contre des poursuites judiciaires. Ironiquement, lorsqu'un ancien président colombien parlait de la corruption il disait: 'nous devons réduire l'inégalité à ses justes proportions'. Il semblerait que cela soit la signification réelle de la préférence pour les pauvres. Il n'est pas suffisant de satisfaire à un besoin fondamental à un moment circonscrit dans le temps. Cela est de l'humanitarisme, lequel n'est pas suffisant. Nous devons commencer à construire un système qui apporte les nécessités fondamentales de la vie aux pauvres. Sans cette forme élargie d'humanisme il ne peut y avoir une vie digne.

Ces deux défis nécessitent des solutions qui vont à l'encontre de la culture dominante des médias et de la nature homogénéisante du consumérisme. Ces deux facteurs pris ensemble obscurcissent et appauvrissent les consciences individuelles apportant une illusion de grandeur. Cela rend l'intériorisation- la base d'une spiritualité approfondie- plus difficile à faire, laquelle constitue l'unique moyen de prévenir ou de guérir cette extroversion superficielle. Nous devons entrer en contact avec l'Esprit, pas avec l'Internet.

*Centre de Recherches et d'Education
CINEP, Bogotá, Colombia*

*Original espagnol
Traduit par Christine Gauthier*

Secrétariat pour la Justice Sociale et l'Écologie

C. P. 6139 – 00193 Roma – Italia

+39 06689 77380 (fax)

sjes-sec@sjcuria.org